



GESTION DES ÉCOLES PRIMAIRES

Le transfert vers le ministère de l'Éducation se précise

Lire l'article de M. Aziza page 4



CISJORDANIE L'entité sioniste continue d'annexer les terres palestiniennes

Lire Mohamed Mehdi page 2



SIFI GHRIEB Le dispositif national de gouvernance des données, socle d'un Etat moderne

P. 3



HOMMAGE

Ahmed Taleb El Ibrahimi La souveraineté comme discipline

Par Laala Bechetoula page 6

Kamel Messaoudi, la pudeur d'une voix que le temps n'a jamais osé vieillir

Par Laala Bechetoula page 6

Cisjordanie

L'entité sioniste continue d'annexer les terres palestiniennes

Mohamed Mehdi

Lundi, 120^e jour du cessez-le-feu, Israël continue ses violations de l'accord de Charm Al-Cheikh, faisant des centaines de martyrs et davantage de blessés depuis la signature du «plan de paix», dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Le nouveau rapport statistique publié, hier, par le ministère de la Santé fait état de 15 nouvelles victimes des bombardements israéliens sur Ghaza, dont 5 martyrs et 10 blessés, lors des précédentes 24h (dimanche).

Le bilan des victimes, depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025 (respecté uniquement par la Partie palestinienne), passe ainsi à 581 martyrs et 1.553 blessés.

Le nombre cumulé des victimes du génocide israélien à Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, passe à 72.032 martyrs et 171.661 blessés.

Dans un autre communiqué, le ministère a lancé une autre alerte concernant «l'arrêt persistant des livraisons de matériel d'analyses médicales, ce qui aggrave la crise des laboratoires et des banques de sang, menaçant leur fermeture».

«La pénurie de matériel essentiel pour les analyses de laboratoire dépasse les 84 %, et celle des consommables et fournitures de laboratoire atteint 71 %», affirme le ministère de la Santé, précisant que certains types d'analyses «risquent d'être totalement interrompus, à mesure que la crise s'aggrave».

«Parmi les analyses les plus touchées figurent l'hémogramme complet, les tests de coagulation, l'analyse des gaz du sang, les analyses microbiologiques, les tests de dépistage des tumeurs et les tests de compatibilité transfusionnelle», ajoute le communiqué.

La déclaration souligne la gravité de la situation pour «les malades et les blessés hospitalisés en soins intensifs, dans les blocs opératoires, aux urgences et en néonatalogie, (qui) ne peuvent recevoir de soins médicaux sans les analyses médicales nécessaires».

Le ministère de la Santé «appelle les autorités compétentes à intervenir d'urgence pour assurer le réapprovisionnement des laboratoires et des banques de sang, qui sont au bord de la fermeture».

CONFISCATION DES TERRES PALESTINIENNES : FORTES DÉNONCIATIONS

La décision du «cabinet de sécurité israélien», dimanche, d'une série de mesures concernant la colonisation davantage de terres de Cisjordanie occupée, a suscité de très nombreuses réactions de réprobation aussi bien par les factions de la résistance palestinienne, que des huit pays arabes et musulmans «garants» de l'accord de Charm El-Cheikh, ainsi que de l'Autorité palestinienne.

Premier à réagir, le Mouvement Hamas a qualifié la décision israélienne permettant «la confiscation de terres, l'ouverture des registres fonciers aux colons et les tentatives de saper l'autorité de nos municipalités et institutions nationales» de prolongement de la «politique de colonisation fasciste, du plan d'annexion global et de la guerre de génocide et de nettoyage ethnique menée par le gouvernement

d'occupation extrémiste et criminel».

Face à ces décisions, le Hamas a réitéré son «appel à l'unité nationale et à un accord sur un programme commun de résistance à l'occupation et de lutte contre ses projets de colonisation».

«Nous appelons notre peuple et notre jeunesse révolutionnaire en Cisjordanie et à Al-Quds à intensifier la confrontation avec l'occupation et ses colons par tous les moyens disponibles afin de contrecarrer les projets d'annexion, de judaïsation et de déplacement de population».

Considérant que «les décisions d'«annexion de facto» sont une déclaration de guerre totale conte l'existence palestinienne» et «enterrent à jamais les accords d'Oslo», le Front populaire de Libération de la Palestine (FPLP) ne voit pas d'autre solution qu'une «lutte nationale unifiée».

«Nous sommes confrontés à un impératif historique incontestable : notre peuple et ses forces actives n'ont d'autres choix qu'une confrontation existentielle globale pour contrecarrer ce complot et vaincre ses agents», affirme le FPLP, qui appelle «toutes les forces nationales et islamiques, ainsi que les masses de notre peuple partout dans le monde, à s'unir immédiatement autour d'une stratégie de lutte nationale unifiée».

Pour sa part, le Mouvement du Jihad islamique en Palestine a indiqué que les décisions prises dimanche par le cabinet de sécurité israélien relèvent d'un «projet global d'accaparement des terres, d'expansion des colonies et de transformation de la Cisjordanie en une zone entièrement sous le contrôle de l'occupation».

«Le danger de ces décisions réside dans le fait que la Communauté internationale ferme les yeux et croit au mensonge selon lequel les décisions du gouvernement criminel de guerre de l'entité sioniste ne seraient que des mesures réglementaires ou administratives, alors qu'en réalité, il s'agit d'une véritable opération de nettoyage ethnique», ajoute le communiqué du Jihad islamique.

PAYS ARABES ET MUSULMANS : «ISRAËL N'A AUCUNE SOUVERAINETÉ SUR LE TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ»

Huit pays arabes ont condamné, lundi, les mesures prises par l'entité sioniste de contrôler la Cisjordanie occupée, a rapporté Al Jazeera English (AJE).

Dans un communiqué commun, les ministres des Affaires étrangères de l'Arabie saoudite, la Jordanie, les Émirats arabes unis, le Qatar, l'Indonésie, le Pakistan, l'Égypte et la Turquie ont «condamné, avec la plus grande fermeté, les décisions et mesures israéliennes illégales visant à imposer une souveraineté israélienne illégitime, à consolider la colonisation et à instaurer une nouvelle réalité juridique et administrative en Cisjordanie occupée, accélérant ainsi les tentatives d'annexion illégale et le déplacement du peuple palestinien».

Les ministres ont également «mis en garde contre la poursuite des politiques expansionnistes israéliennes (...) qui alimentent la violence et les conflits dans la région», considérant que «ces mesures illégales en Cisjordanie occupée sont nulles et non avenues et constituent une violation manifeste des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies».

ANALYSE

Mustapha Aggoun

L'empire du sable, de l'argent et de la discorde

Derrière l'image étoilée des gratte-ciel futuristes, des centres commerciaux démesurés et du luxe ostentatoire, les Émirats arabes unis ont bâti un modèle de puissance singulier, où l'argent remplace l'histoire, où l'influence supplante la légitimité, et où la domination se construit sans racines culturelles, sans profondeur civilisationnelle, ni héritage de lutte ou de résistance. Ce pays, devenu en quelques décennies une plaque tournante mondiale du capital financier, du blanchiment d'argent et des trafics transnationaux, incarne l'une des plus troublantes contradictions du monde arabe contemporain.

Les Émirats se sont imposés comme un carrefour international où se croisent fraudeurs fiscaux, réseaux mafieux, trafiquants d'armes, oligarques déchus, anciens dictateurs en fuite, mercenaires et intermédiaires douteux. Ce territoire est devenu une zone grise mondiale, un refuge pour les capitaux illicites, où la complaisance institutionnelle garantit l'impunité. Le paradis fiscal y côtoie le paradis judiciaire, dans un système où la loi se plie devant la richesse, et où l'éthique s'efface devant les intérêts.

Dans un paradoxe saisissant, ce pays se revendiquant musulman a dépassé en matière de permissivité morale des villes naguère considérées comme les symboles mêmes de la dépravation : Las Vegas, Monaco, Bangkok, Marrakech. Casinos dissimulés, prostitution de luxe, tourisme sexuel élitiste, consommation massive d'alcool, fêtes decadentes, trafic humain masqué sous les habits du glamour : tout y prospère sous couvert de modernité. Cette dérive n'est pas accidentelle ; elle est structurelle. Elle résulte d'un modèle économique fondé sur l'attraction de tous les excès, où la morale devient un frein, et où la religion se réduit à un décor politique.

Sur le plan géopolitique, les Émirats ont développé une stratégie agressive d'ingérence régionale. Là où ils ne peuvent imposer leur influence par la diplomatie, ils le font par l'argent, par la corruption, par le financement indirect de groupes armés, ou par la manipulation des tensions internes. Aucun pays arabe n'a été épargné : Libye, Soudan, Yémen, Égypte, Tunisie, Syrie, Liban, Palestine. Partout, on retrouve la trace de leur intervention, souvent opaque, toujours calculée, visant à désorganiser, fragmenter, affaiblir.

Les Émirats n'ont jamais combattu par leurs soldats. Leur histoire ne porte ni épopée militaire, ni résistance, ni sacrifice fondateur. Leur pouvoir s'exerce exclusivement par la force financière, par l'achat d'alliances, par le recrutement de mercenaires, et par la manipulation géostratégique. Ils financent les guerres sans jamais en payer le prix humain. Ils alimentent les conflits tout en se présentant comme médiateurs. Ils attisent les braises tout en prêchant la paix. Cette duplicité constitue l'essence même de leur diplomatie.

Leur normalisation ostentatoire avec l'entité sioniste illustre cette logique : trahison politique, abandon moral, reniement historique. En soutenant ouvertement Israël, alors même que le peuple palestinien subit occupation, apartheid et nettoyage ethnique, les Émirats ont définitivement rompu le pacte moral arabe. Ce choix n'est ni idéologique ni stratégique : il est mercantile. Il s'agit d'un échange de services, de technologies sécuritaires, de contrôle social, de surveillance massi-

ve et d'intérêts financiers conjoints.

Dans le même temps, les Émirats n'hésitent pas à soutenir des forces idéologiquement antagonistes : radicaux

communistes, extrémistes hindous, milices mercenaires, groupes paramilitaires africains, réseaux tribaux instrumentalisés, factions islamistes opportunistes. Leur doctrine n'est pas idéologique : elle est purement opportuniste. Ils financent tout ce qui peut semer la division, affaiblir les États, fragmenter les sociétés, et maintenir les peuples dans un état permanent d'instabilité.

Cette politique de chaos contrôlé repose sur une conviction dangereuse : celle que l'argent peut tout acheter, tout soumettre, tout effacer. Mais l'histoire a toujours montré que les empires fondés uniquement sur la richesse sont parmi les plus fragiles. Sans peuple conscient, sans culture enracinée, sans mémoire collective, sans idéal commun, la puissance reste artificielle, superficielle, vulnérable.

À l'intérieur même de la fédération émiratie, le déséquilibre est flagrant. Abu Dhabi concentre désormais l'essentiel du pouvoir politique, militaire et économique, réduisant les autres émirats à un rôle subalterne, presque décoratif. L'unité fédérale devient progressivement une façade, derrière laquelle se construit une hégémonie interne brutale, transformant les autres émirats en simples périphéries administratives. Cette centralisation autoritaire menace la stabilité même de l'édifice émirati.

Cette politique d'expansion régionale et de domination indirecte s'inscrit dans une volonté obsessionnelle de prestige international. Dirigeants issus de palais et de fortunes sans racines cherchent à compenser l'absence d'histoire par la démesure. Tours gigantesques, projets pharaoniques, compétitions sportives achetées, clubs européens rachetés, universités étrangères implantées, musées importés : tout devient instrument de reconnaissance artificielle. L'image supplante l'identité.

Mais derrière ce décor somptueux se cache une réalité plus sombre : une société verrouillée, sans liberté politique réelle, sans pluralisme, sans débat public, où toute voix dissidente est étouffée, surveillée, neutralisée. Le développement matériel masque une pauvreté démocratique profonde. La modernité technologique dissimule un autoritarisme rigide. La vitrine mondiale cache une structure féodale intacte.

Les Émirats arabes unis incarnent ainsi une nouvelle forme de domination : non plus coloniale, mais financière ; non plus militaire directe, mais géopolitique indirecte ; non plus brutale, mais insidieuse. Ils ne conquièrent pas les territoires, ils conquièrent les décisions. Ils ne gouvernent pas les peuples, ils influencent leurs élites. Ils ne contrôlent pas les armées, ils contrôlent les flux financiers.

Cette stratégie, fondée sur la fragmentation, la corruption et l'ingérence, porte en elle les germes d'une instabilité régionale durable. En cherchant à dominer sans construire, à régner sans rassembler, à manipuler sans assumer, les Émirats deviennent l'un des principaux agents de déstabilisation du monde arabe contemporain.

L'histoire jugera sévèrement ce modèle. Car aucune puissance ne peut durablement prospérer sur les ruines des autres. Aucun empire ne peut se maintenir sur la division. Aucun prestige ne survit à la trahison morale.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone :** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax :** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Industrie pharmaceutique Une nouvelle dynamique

L'Algérie s'apprête à rejoindre neuf autres pays africains reconnus officiellement par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) comme ayant atteint le niveau de maturité 3 (ML3), qui désigne un système réglementaire national stable et fonctionnel, capable d'assurer la conformité, la sécurité et l'efficacité des médicaments, selon les normes de l'OMS, et qui représente une étape clé pour la souveraineté vaccinale et l'exportation.

A.Z.

Les dernières démarches ont été entamées dimanche, à travers l'organisation d'un atelier de travail par le ministère de l'Industrie pharmaceutique, en coordination avec le bureau de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'évaluation du système national adopté dans le domaine de la fabrication des médicaments et des vaccins, visant au bout de la démarche l'obtention du certificat de maturité de niveau 3 «ML-3», souvent requis pour exporter des produits pharmaceutiques vers d'autres marchés, y compris au sein de l'Afrique. Le niveau de maturité 3 est défini par l'OMS comme un système réglementaire stable, bien rodé et intégré. Les pays qui atteignent ce niveau sont reconnus pour leur capacité à autoriser les produits médicaux, à effectuer une surveillance du marché et à contrôler efficacement les événements liés à la sécurité. Selon un communiqué du ministère, les travaux de cet important atelier ont connu la participation des cadres du ministère de l'Industrie pharmaceutique et du ministère de la Santé, ainsi que des représentants de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) et du Centre national de la pharmacovigilance et de la matériovigilance (CNPM) concernant les médicaments et le matériel médical. Il s'agit « d'un objectif stratégique à même de consolider la crédibilité du système organisationnel national, de soutenir l'activité de l'Industrie pharmaceutique et de faciliter l'accès des produits pharmaceutiques aux marchés internationaux », précise la même source. Pour l'OMS, cette étape importante reflète l'engagement à ce que les médicaments et les vaccins produits ou importés, disponibles dans le pays, répondent aux normes internationales de

qualité, de sécurité et d'efficacité suite à une évaluation complète de l'OMS à l'aide de son outil de référence mondial, qui évalue les systèmes réglementaires en fonction de plus de 250 indicateurs. Notons que les pays qui atteignent les niveaux ML3 peuvent également se qualifier en tant qu'autorités inscrites sur la liste de l'OMS après d'autres évaluations de leurs performances, ce qui leur permet de jouer un rôle plus important dans l'orientation des normes réglementaires mondiales. Le niveau de maturité 3 constitue une preuve d'engagement pour protéger la population, renforcer son système de santé et contribuer aux efforts régionaux et mondiaux visant à améliorer l'accès à des produits médicaux de qualité, selon les principes de l'OMS. Dans une allocution à cette occasion, lue par le secrétaire général du ministère, le ministre du secteur, Ouacim Kouidri, a mis en avant l'importance de cette rencontre qui est « en phase avec les orientations des autorités publiques visant à renforcer les capacités des structures relevant du secteur de l'Industrie pharmaceutique et à consacrer la culture de la planification stratégique, de l'évaluation et de l'amélioration continue, suivant les normes et les spécifications adoptées par l'OMS. Le ministre a également affirmé que « les réformes structurelles engagées par le ministre, en sus du cadre réglementaire qui connaît une évolution continue, ont contribué à insuffler une nouvelle dynamique au secteur de l'industrie pharmaceutique, à encourager l'investissement et à renforcer l'intégration progressive des techniques sanitaires nouvelles », a ajouté le communiqué. Et le succès des démarches engagées dans le cadre de cet atelier de travail permettra d'améliorer la surveillance post-commercialisation des médicaments et des vaccins, ainsi que la gestion des risques.

Tebboune reçoit les lettres de créance de 4 nouveaux ambassadeurs

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, les lettres de créance de quatre nouveaux ambassadeurs.

Il s'agit de l'ambassadeur de la République du Ghana, M. Edward Kwaku Coffie ; de l'ambassadeur du Royaume d'Espagne, M. Ramiro Fernandez Bachiller; de l'ambassadeur de la République de Namibie, M. Samuel Kaveto Mbambo, et de l'ambassadeur du Vatican, M. Javier Herrera Corona.



Algérie-Egypte Al-Sissi salue les déclarations du président Tebboune

Le président de la République arabe d'Egypte, pays frère, M. Abdel Fattah Al-Sissi, a salué les déclarations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de sa dernière entrevue périodique avec les représentants des médias, concernant les relations entre les deux pays, lesquelles reflètent la profondeur des liens his-

toriques unissant l'Algérie et l'Egypte. "Je salue les déclarations de mon frère, Son Excellence le président Abdelmadjid Tebboune, concernant la République arabe d'Egypte, lesquelles reflètent la profondeur des liens historiques entre l'Egypte et l'Algérie", a indiqué le président Al-Sissi dans un post sur sa page

officielle sur les réseaux sociaux. «Ce qui unit les deux pays illustre un parcours riche en lutte et en coopération face aux défis communs et affirme que la solidarité entre frères constitue la véritable garantie pour la préservation des intérêts de nos peuples et le renforcement de la stabilité de nos pays», a ajouté le président égyptien.

**Raïna
Raïkoum**
Sid Lakhdar Boumediène

Qu'est-ce qu'on mange ?» di-
saient nos en-
fants lorsqu'ils
étaient très jeunes. Une ques-
tion journalistique qui rebondissait aussitôt sur la re-
marque aussi mécanique, « Encore ! On en a man-
gé la semaine dernière!». Ils n'avaient pas connu
notre Benzelat et je crois qu'il y a peu de chance
qu'on en retrouve un.

Benzelat était le préposé à l'entretien des cours
de tennis au LTCO, le Laun Tennis Club d'Oran.
On m'a dit qu'il existe encore. Sous un soleil de
plomb qui fracassait les têtes, personne n'aurait
eu l'idée saugrenue de se poser la question « où
est Benzelat ? ». Où voulez-vous qu'il soit si ce
n'est sur un cours de tennis pour l'entretenir. C'était
son travail et il lui semblait impossible de penser
qu'il y en eu un autre pour lui. Le libre choix et les
projets ambitieux, c'était pour ceux qui jouaient
sur le terrain, pas pour celui qui l'entretient. Même
avec des moyens relativement modestes (suffisants
pour être heureux), j'avais la richesse et le rêve
des projets, pas lui. Tous les jours de sa vie, hor-
mis le week-end, Benzelat arpentait les cours de
tennis. Et pour chacun, le même rituel. Dévier d'un
rituel, c'était là aussi le luxe de ceux qui n'ont pas
besoin de lui pour gagner leur pain.

Son horizon de projection, c'était celui des di-
mensions du terrain. Il commençait par arroser la
terre battue, le sol ne devait pas craquer avec la
chaleur. Puis il prenait un vieux filet de tennis pour
le traîner derrière lui afin de rendre le terrain plus
homogène et éviter les callosités.

Pas la peine de se retourner, il savait que la par-

Benzelat, le berlingot, le fromage et les olives

faite précision de ses passa-
ges ferait de nos jours rougir
de honte la programmation du
robot mécanique pour dé-
poussiérer le sol. Tout était ré-

glé comme une horloge, tout était rituel immua-
ble. Ainsi, comme chaque jour, à la même heure, il
prenait son déjeuner dans un coin protégé du so-
leil. Je n'ai jamais vu Benzelat manger autre chose
qu'un morceau de pain, une vache qui rit ou du
cachir, un berlingot d'elben et des olives. Il était
inconcevable pour Benzelat qu'il existât un autre
menu possible, son porte-monnaie surtout.

Le menu de Benzelat était donc aussi perpétuel
et mécanique que son travail. Son sourire d'une
grande tendresse l'était également lorsque nous le
croisions. L'avons-nous jamais vu autrement qu'à
travers son sourire ? L'avons-nous jamais entendu
se plaindre, savait-il ce que c'était ? D'ailleurs on
avait l'impression que la seule chose que nous
ayons entendue de lui était son silence. On m'avait
dit il y a quelques années que le filet n'arpentait
plus, devenu une technique obsolète. Mais je ne
sais pas si la portion de 'vache qui rit' et les olives
étaient encore ou non au menu d'une personne
qui, je l'espère, est encore de cette vie, car il la
représente plus que tout autre au monde.

Le morceau de pain, elben, la portion de 'vache
qui rit' et les olives, voilà ce qu'on aurait dû im-
poser à nos enfants quotidiennement pour qu'ils
sachent ce qu'est la nourriture arrachée au travail,
sous le soleil, avec le même geste, le dos courbé
par la servitude.

Mais nous nous risquerions à une salve en re-
tour, «surtout vous, dans un club de tennis !».

Sifi Ghrieb Le dispositif national de gouvernance des données, socle d'un Etat moderne

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a souli-
gné, lundi à Alger, l'importance de la mise
en place du dispositif national de gouvernan-
ce des données, en tant que socle fondamen-
tal pour l'édification d'un Etat moderne et in-
novant, apte à anticiper les défis du futur.

Présidant la cérémonie de lancement offi-
ciel du dispositif national de gouvernance des
données, au Centre international de conféren-
ces Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), le Premier
ministre a indiqué que cet événement na-
tional "constitue une étape qui mérite qu'on
s'y arrête pour valoriser l'un des principaux
acquis de la transformation numérique
dans notre pays, à savoir le lancement du
dispositif national de gouvernance des
données, mis en place en vertu du décret

présidentiel No 25-320 du 30 décembre
2025, instaurant un modèle souverain pro-
pre à l'Etat algérien".

Ce modèle "repose sur la maîtrise, l'orga-
nisation et la protection des données, ainsi
que sur l'orientation de leur exploitation, en
tant qu'actifs stratégiques d'une importance
capitale et socle fondamental pour l'édifica-
tion d'un Etat moderne et innovant, apte à
anticiper les défis du futur, à travers la mise
en place d'un ancrage juridique, technique
et institutionnel permettant le passage d'une
gouvernance traditionnelle à une gouver-
nance numérique globale, axée sur les don-
nées", a précisé M. Sifi Ghrieb.

Le lancement, aujourd'hui, des compo-
sants de cette gouvernance numérique et

l'activation de ses mécanismes, avec la par-
ticipation des acteurs concernés, "témoi-
gnent de la cohésion des efforts et de l'effi-
cacité de la synergie institutionnelle dans la
concrétisation du processus de transforma-
tion numérique, dans lequel notre pays s'est
engagé de manière résolue et réfléchie, con-
formément à la forte volonté politique des
hautes autorités du pays, à leur tête le prési-
dent de la République, et en phase avec les
mutations profondes et rapides que connaît
le monde avec les évolutions technologiques
en cours", a soutenu le Premier ministre.

Placée sous le haut patronage du prési-
dent de la République, M. Abdelmadjid Teb-
boune, la cérémonie de lancement officiel
s'est déroulée en présence de la Haut-com-

missaire à la numérisation avec rang de mi-
nistre, Mme Meriem Benmouloud, et du con-
seiller auprès du président de la République,
M. Farid Yaici, ainsi que de plusieurs mem-
bres du Gouvernement et de représentants
du corps diplomatique accrédité en Algérie.

Le lancement du dispositif national de
gouvernance des données s'inscrit dans le
cadre de la mise en œuvre des orienta-
tions stratégiques de l'Etat visant à ren-
forcer la souveraineté numérique et à an-
crer les principes de transparence et d'or-
ganisation rigoureuse des données, en vue
d'améliorer l'efficacité des politiques pu-
bliques, de soutenir la transformation nu-
mérique et d'améliorer la qualité des ser-
vices fournis aux citoyens.

Gestion des écoles primaires Le transfert vers le ministère de l'Éducation se précise

La gestion des écoles primaires, assurée par les communes, amorce un transfert progressif vers le ministère de l'Éducation nationale. Une évolution longtemps réclamée par la famille éducative, en particulier les Syndicats du secteur.

M. Aziza

Dans ce cadre, une correspondance du ministère des Finances, datée du 8 février dernier, a été adressée aux directeurs régionaux du domaine national ainsi qu'aux directeurs de l'administration domaniale et foncière. Cette démarche vise à baliser le terrain juridique et administratif en vue de ce transfert. Une copie de cette correspondance a également été transmise aux walis à titre d'information, précise-t-on dans le document.

La correspondance indique que « dans le cadre du processus d'inscription des biens des collectivités locales au registre général des biens nationaux, notamment les écoles primaires actuellement gérées et entretenues par les communes conformément aux dispositions de la loi n° 11-10 du 22 juin 2011 relative à la commune, il est demandé de reporter la régularisation du statut juridique de ces écoles en faveur des municipalités ».

Cette mesure restera en vigueur jusqu'à l'achèvement des travaux du Comité multisectoriel compétent, déjà mis en place, et à la mise en œuvre des dispositions pratiques permettant le transfert effectif de la gestion des écoles primaires du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports vers le ministère de l'Éducation nationale.

La correspondance rappelle également les différentes démarches entreprises pour concrétiser

ce transfert. À cet effet, une session de travail s'est tenue le 3 décembre 2025 au siège du ministère de l'Éducation nationale, sous la présidence conjointe du ministre de l'Éducation nationale et du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, avec la participation de représentants de la Direction générale du budget. À l'issue de cette rencontre, un comité multisectoriel a été constitué.

Ce comité est composé de cadres des ministères de l'Éducation nationale, de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, des Finances, de la Direction générale du budget, ainsi que du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Dans ce contexte, la Direction générale du budget a informé que ce comité a pour mission d'étudier et de proposer les mesures pratiques nécessaires à la mise en œuvre du transfert de la gestion des écoles primaires.

Une seconde session de travail s'est d'ailleurs tenue le 17 décembre 2025 au niveau du ministère de l'Intérieur, permettant d'identifier les principales étapes opérationnelles à suivre.

Il est également souligné que le ministère de l'Intérieur est chargé d'initier la modification de l'article 122 de la loi n° 11-10 du 22 juin 2011 relative à la commune, afin d'inscrire ce transfert dans le cadre légal. De son côté, le secteur de l'Éducation nationale est appelé à proposer sa vision de la future gestion des écoles primaires,

à évaluer l'impact financier du processus et à suggérer différents scénarios possibles. Une coordination entre les deux secteurs est également prévue pour déterminer le nombre d'utilisateurs et d'infrastructures concernés, notamment en ce qui concerne les écoles primaires et les cantines scolaires, afin de faciliter leur transfert.

Contacté par nos soins, Boualem Amoura, président du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (SATEF), se dit favorable à cette option. Il rappelle que cette revendication est portée par son syndicat depuis de nombreuses années.

Selon lui, la dualité de gestion actuellement en vigueur nuit davantage aux écoles primaires qu'elle ne leur rend service. « Les budgets des cantines scolaires sont débloqués par le ministère de l'Éducation, tandis que la gestion, notamment le choix des fournisseurs, relève des collectivités locales, en l'occurrence les APC », explique-t-il.

Cette situation engendre, selon le syndicaliste, des difficultés récurrentes et parfois une mauvaise gestion. « Nous avons tardé à transférer la gestion des écoles primaires aux services du ministère de l'Éducation. Résultat : nous faisons face à des problèmes persistants liés parfois au chauffage, à la réhabilitation des classes et à d'autres besoins essentiels », déplore-t-il, concluant que « mieux vaut tard que jamais ».

Projet de phosphates intégré Sifi Ghrieb préside une réunion du Conseil interministériel

Le Premier ministre M. Sifi Ghrieb, a présidé lundi une réunion du Conseil interministériel consacrée à l'examen de l'état d'avancement du projet de phosphates intégré, structuré au niveau de trois wilayas, à savoir Tébessa, Souk Ahras et Annaba, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

"Il s'agit d'un important projet pour le développement de la filière minière et industrielle nationale, qui repose sur des réserves ex-

ploitables de 840 millions de tonnes de phosphate et vise une production annuelle de 10,5 millions de tonnes de phosphate brut", souligne le communiqué.

Lors de cette réunion, "des mesures ont été prises afin de renforcer la synergie intersectorielle et de mobiliser l'ensemble des moyens requis pour respecter les délais fixés par M. le Président de la République pour l'achèvement de ce projet, prévu pour la fin de l'année 2026", précise la même source.

Souk Ahras

La ligne minière Est au menu du Premier ministre

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a effectué, dimanche une visite de terrain dans la wilaya de Souk Ahras pour suivre l'état d'avancement des travaux du projet de doublement, de rectification et de modernisation de la ligne minière Est, l'un des projets stratégiques de la région de l'Est.

La ligne minière Est qui s'étend d'Annaba, en passant par Boucheghouf, Tébessa, Djbel el Onk, jusqu'à Bled El Hadba sur une distance globale de 422 km, vise à développer l'infrastructure de base pour le transport ferroviaire et d'augmenter la capacité de charge et d'assurer un transport sûr et efficace aux voyageurs et aux marchandises. Le ministre a inspecté le tronçon reliant Boucheghouf et Dréa à Souk Ahras, qui s'étend sur 121km, et comprend des ouvrages d'art importants comme le tunnel N 08, long de 2175 m et le pont N39, long de 1354.2 m.

Lors de la visite, le Premier ministre a reçu des explications détaillées sur l'avancement des travaux, et a insisté sur la nécessité de "suivre soi-

gneusement toutes les phases du projet et de garantir le respect des normes de sécurité et de qualité".

Le Premier ministre a affirmé que le projet constitue "un levier économique et de développement pour la région de l'Est, car il contribuera à améliorer le transport inter-wilayas, à faciliter le transport des matières premières et des produits, outre le soutien des investissements locaux et le renforcement du développement économique et social". Il a également affirmé son engagement à "mettre en œuvre les instructions du président de la République pour achever le projet avant la fin de l'année", insistant sur l'importance de "la coordination entre les différentes parties prenantes afin de garantir l'achèvement du projet dans les délais fixés et avec les plus hauts niveaux de qualité et d'efficacité". Le Premier ministre était accompagné lors de cette visite par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, et le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Abdelmalek Tacherift.

Investissement

Des entreprises étrangères en prospection

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a accueilli, dimanche à Alger, des délégations de plusieurs entreprises étrangères, afin d'examiner les opportunités d'investissement et d'implantation de nouveaux projets en Algérie, indique un communiqué de l'Agence.

Dans ce cadre, le directeur de l'AAPI, Omar Rekkache, s'est entretenu avec des représentants de la société indienne Tenshi sur les projets de cette entreprise en Algérie.

A cette occasion, la délégation a exprimé sa volonté de concrétiser plusieurs investissements, en partenariat avec des opérateurs algériens, notamment dans le domaine de la production de matières premières destinées à l'industrie pharmaceutique.

Le directeur général a, en outre, tenu une réunion avec des responsables et représentants de l'entreprise LG Electronics Algérie, laquelle a manifesté son souhait de concrétiser un nouveau projet d'investissement dans les industries de l'électroménager, ajoute la même source.

Les deux parties ont examiné les multiples options et mécanismes disponibles pour la réalisation du projet du groupe LG dans les industries de l'électroménager, que ce soit de ma-

nière individuelle ou dans le cadre d'un partenariat avec des opérateurs algériens, notamment à travers la Bourse de partenariat gérée par l'Agence, selon le communiqué, qui a souligné le rôle de l'AAPI dans l'accompagnement et la facilitation de la concrétisation de cet investissement "dans les meilleurs délais".

La délégation a fait part, à cet égard, de la disposition de l'entreprise coréenne à établir des partenariats avec des opérateurs nationaux pour la fabrication de sa marque en Algérie, en vue d'assurer le transfert de technologie et de savoir-faire industriel, de créer des postes d'emploi qualifiés, de renforcer l'intégration locale, de développer le tissu industriel, et élargir ainsi sa présence sur le marché algérien. Par ailleurs, le directeur général de l'AAPI s'est réuni avec une délégation de l'entreprise vietnamienne Nutifood, spécialisée dans la production et la transformation du café et du lait. Cette entreprise qui dispose de plusieurs fermes et unités de production au Vietnam, a exprimé sa volonté d'explorer le marché national, en prévision de la concrétisation d'investissements agricoles et industriels dans ce domaine en Algérie, conclut le communiqué.

Dépistage de la consommation de drogues au sein des établissements d'éducation

Les textes réglementaires publiés

Le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, a présidé une conférence nationale avec les directeurs de l'Education de wilaya, au cours de laquelle plusieurs axes ont été abordés, dont la retraite avant l'âge légal pour les personnels du secteur, et la préparation des examens scolaires, indique, lundi, un communiqué du ministère.

La conférence, tenue dimanche par visioconférence, en présence de cadres de l'administration centrale, et des directeurs de l'Education et des directeurs délégués, a été consacrée au suivi de plusieurs dossiers liés à des axes importants, précise la même source.

Dans ce cadre, il a été question du dossier du bénéfice de la pension de retraite avant l'âge légal pour certains corps spécifiques de l'Education nationale, une mesure saluée par M. Sadaoui qu'il a qualifié "d'acquis obtenu sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", et qui traduit "l'intérêt manifeste qu'il porte au secteur, en

reconnaissance des grands efforts consentis par ses personnels dans tous les paliers de l'enseignement".

A cette occasion, le ministre a réaffirmé sa détermination à poursuivre le travail et la coordination directe avec le staff gouvernemental et les différentes institutions de l'Etat, en vue d'"améliorer les conditions socioprofessionnelles des fonctionnaires et de renforcer les mécanismes d'écoute des organisations syndicales agréées auprès du secteur, dans le cadre d'une approche participative".

La conférence a également porté sur la pratique et l'encadrement de l'éducation physique et sportive (EPS). A ce propos, le ministre a donné une série de recommandations relatives au renforcement de l'encadrement pédagogique de cette matière, à même de garantir sa pratique dans des conditions appropriées et de contribuer à la réalisation des objectifs inscrits dans le programme du président de la République, visant à promouvoir le sport scolaire en tant que réservoir de l'élite nationale.

Dans le cadre du suivi des conclusions de la conférence nationale organisée à Constantine au profit des inspecteurs, M. Sadaoui a souligné la nécessité de prendre en charge les résidences des inspecteurs au niveau des wilayas, cette question figurant parmi les principaux points issus de ladite conférence.

En ce qui concerne les examens scolaires, ajoute le communiqué, le ministre a insisté sur la nécessité de la préparation préalable des centres d'examen et des centres de correction, rappelant certaines insuffisances relevées lors de la session 2025.

Au terme de la conférence, M. Sadaoui a fait état de la publication des textes réglementaires relatifs au dépistage de la consommation de drogues et/ou de substances psychotropes au sein des établissements d'éducation, d'enseignement et de formation, précisant que "les procédures pratiques et les modalités d'application seront communiquées ultérieurement".

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA : RELIZANE
DAIRA : YELLEL
COMMUNE : SIDI SAADAAvis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° : 01/2025
NIF : 098448045139808

Le président de l'assemblée populaire communal de sidi Saada lance un appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales vue de :

RETEMENT CHEMIN EL ARDJA - ACH AGAB (BHARA) SUR 02,5 KMS (SIDI SAADA)

Les partenaires cocontractants qualifiés en secteur travaux public activité principale - catégorie quatre (04) et plus qui ont réalisé un projet similaire en B.B avec une quantité ≥ 1700 T et qu'ils ont réalisé un chiffre d'affaires de 7000000.00 DA dans les trois dernières années, sont invités pour retirer le cahier des charges auprès la page officiel de la commune de sidi Saada wilaya relizane

projets	La liste des documents Demandée en bref	préparation des offres	Dépôt des offres	validité des offres	Présentation des offres
RETEMENT CHEMIN EL ARDJA - ACH AGAB (BHARA) SUR 02,5 KMS (SIDI SAADA)	Dossier de candidature <ul style="list-style-type: none">- Une déclaration de candidature- Une déclaration de probité- Les statuts pour les sociétés- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise- Le certificat de qualification et classification professionnelles en cours de validité,- Attestation de mise à jour CNAS, CACOBATH, CASNOS en cours de validité,- Extrait de Registre de commerce.- l'identification fiscale- Extrait de rôle apuré ou avec échéancier- les Référence professionnelles de l'établissement sont signées par le responsable du service contractant (certificat de bonne exécution pour les projets achevés en quantité estimée en B.B ≥ 1700 T)- Les bilans financiers de l'entreprise des trois (03) dernières années (2022-2023-2024) supérieur ou égale a 7000000.00 DA- relevé d'identité bancaire (RIB)- casier judiciaire en cours de validité- certificat de Dépôt des comptes sociaux pour les sociétés commerciales. Offre Technique : <ul style="list-style-type: none">- La déclaration à souscrire dûment remplie, datée et signée.- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite (lu et accepté)- La liste des moyens humains prévus pour le projet avec pièces justificatives (CV/ diplômes) Etats II dûment renseigné, visé par CNAS.- P.V de visite du site- la liste des Moyens en matériels- rapport technique justificatif- plan de réalisation avec la proposition détaillée des délais- mémoire technique Offre financière : lettre de soumission/le bordereau des prix unitaires/le devis estimatif et quantitatif.	15 jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales dans le bomop ou quotidiens nationaux ou journaux électronique.	Siege de la Commune de sidi Saada -secrétariat générale-rue el amir Abdelkader	La durée de préparation des offres (15) jours + quatre vingt dix (90) jours A partir de la date d'ouverture des offres	Les offres devront être déposées dans un enveloppe extérieure, anonyme et porter la mention - A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° : 01/2025 RETEMENT CHEMIN EL ARDJA - ACH AGAB (BHARA) SUR 02,5 KMS (SIDI SAADA)

Le dépôt des offres se fera le dernier jour à partir du à 13h00 et l'ouverture des plis se fera en séance publique le même jour à 14h00.

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale

ANEP N° 2631002187

Le Quotidien d'Oran 10/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA SANTE

DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION

DE LA WILAYA D'AIN TEMOUCHENT

N° 248 /DSP/2026

Le 22 JAN 2026

1^{ère} MISE EN DEMEURE

L'entreprise ETB HADJAZI AHMED titulaire du marché N°051 du

29/05/2025 Relatif à la réhabilitation des structures légères de la santé assurant

les urgences. Lot N°02 : Polyclinique Oulhaça et lot N°03 : Polyclinique El Maleh,

est mise en demeure à l'effet d'élever la cadence des travaux de la polyclinique

Oulhaça et réorganisé le chantier selon les règles de l'art et de renforcer le

chantier En moyens humains et matériels.

Un délai de Huit (08) jours vous sera accordé; Faute de quoi des mesures

Coercitives en vigueur seront appliquées à votre rencontre.

ANEP N° 2631002181

Le Quotidien d'Oran 10/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA : RELIZANE
DAIRA : YELLEL
COMMUNE : SIDI SAADAAvis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° : 02/2025
NIF : 098448045139808

Le président de l'assemblée populaire communal de sidi saada lance un appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales vue de :

REHABILITATION CHEMIN RELIANT RN23-OULED SIDI OUISSE (NORD) SUR 02,9 KMS (SIDI SAADA).

Les partenaires cocontractants qualifiés en secteur travaux public activité principale - catégorie quatre (04) et plus qui ont réalisé un projet similaire en B.B avec une quantité ≥ 2000 T et qu'ils ont réalisé un chiffre d'affaires de 15000000.00 DA dans les trois dernières années, sont invités pour retirer le cahier des charges auprès la page officiel de la commune de sidi Saada wilaya relizane

projets	La liste des documents Demandée en bref	préparation des offres	Dépôt des offres	validité des offres	Présentation des offres
REHABILITATION CHEMIN RELIANT RN23-OULED SIDI OUISSE (NORD) SUR 02,9 KMS (SIDI SAADA).	Dossier de candidature <ul style="list-style-type: none">- Une déclaration de candidature- Une déclaration de probité- Les statuts pour les sociétés- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise- Le certificat de qualification et classification professionnelles en cours de validité,- Attestation de mise à jour CNAS, CACOBATH, CASNOS en cours de validité,- Extrait de Registre de commerce.- l'identification fiscale- Extrait de rôle apuré ou avec échéancier- Référence professionnelles (attestation administratif ou PV de réception) voire en béton bitument (quantité en B.B ≥ 2000 T)- Les bilans financiers de l'entreprise des trois (03) dernières années (2022-2023-2024) supérieur ou égale a 15000000.00 DA- relevé d'identité bancaire (RIB)- casier judiciaire en cours de validité- certificat de Dépôt des comptes sociaux pour les sociétés commerciales. Offre Technique : <ul style="list-style-type: none">- La déclaration à souscrire dûment remplie, datée et signée.- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite (lu et accepté)- La liste des moyens humains prévus pour le projet avec pièces justificatives (CV/ diplômes) Etats II dûment renseigné, visé par CNAS.- P.V de visite du site- la liste des Moyens en matériels- rapport technique justificatif- plan de réalisation avec la proposition détaillée des délais- mémoire technique Offre financière : lettre de soumission/le bordereau des prix unitaires/le devis estimatif et quantitatif.	15 jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales dans le bomop ou quotidiens nationaux ou journaux électronique.	Siege de la Commune de sidi Saada -secrétariat générale-rue el amir Abdelkader	La durée de préparation des offres (15) jours + quatre vingt dix (90) jours A partir de la date d'ouverture des offres	Les offres devront être déposées dans un enveloppe extérieure, anonyme et porter la mention - A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° : 02/2025 REHABILITATION CHEMIN RELIANT RN23-OULED SIDI OUISSE (NORD) SUR 02,9 KMS (SIDI SAADA)

Le dépôt des offres se fera le dernier jour à partir du à 13h00 et l'ouverture des plis se fera en séance publique le même jour à 14h00.

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale

ANEP N° 2631002190

Le Quotidien d'Oran 10/02/2026

République Algérienne Démocratique Et Populaire

Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de la ville et de l'aménagement du Territoire

Direction des Equipements Publics

Wilaya de Tiaret

NIF : 0002 140 15001770

Avis de Pré qualification

N 258/DEP/2026

Tiaret le ; 02/02/2026

Suite aux Résultats du Jugement des offres candidatures, Relatif au concours National d'architecture Restreint N° 01/2026 au Journaux « Eldjomhoria », en langue Arabe en date du : 25/01/2026 et «quotidien d'oran » en langue Français en date du : 27/01/2026», les Bureaux d'études pré qualifiée sont les suivants :

PROJET : Maitrise D'œuvre (Etude et Suivi) pour la Réalisation d'un Célaborium (Type A) à Tiaret

N°	BUREAUX D'ETUDES PRESELECTIONNE
01	BABOU HACENE
02	LOUNES ABDELHAI
03	ABDELSLAM ABED
04	GROUPEMENT ITKAN B3 C/FILE BENHARKET BELHADJ
05	BOUKOUROU ABDELATIF
06	LAROUCI CHAFAA
07	ARAB ABDELHAFID
08	ZERROUKI ABDELHAMID
09	ARAB MOHAMED ELAMINE
10	GROUPEMENT ARTECH C/FILE BENAMARA FETHI
11	BAKHTI YASSER
12	GROUPEMENT KOPP STUDIO C/FILE ATATFA TAHA NADJI

Les Bureaux d'études pré qualifiées sont Invités par un Avis de Presse à Remettre leurs offres Techniques, Prestations et les Offres Financières de Projet cité ci-dessus dans un délai de 15 Jours conformément aux clauses du cahier des charges.

Les offres, doivent être présentées dans Trois enveloppes « offre Technique+ offre Prestations+ offre Financière»

La date de dépôt des offres est Fixée au 15^{ème} Jours avant 11H00^{min}, à compter de la date de l'invitation ;

L'ouverture des Plis Fixée en date du : 17/02/2026 ; est Prévue le même Jour de dépôt des offres à 11H00^{min}, Si la date de dépôt et d'ouverture des offres coïncide avec un Jour férié est reportée au Jour ouvrable suivant aux mêmes Horaires.

Le directeur

ANEP N° 2631002126

Le Quotidien d'Oran 10/02/2026

Ahmed Taleb El Ibrahimi La souveraineté comme discipline



Par Laala Bechetoula

Ce que le silence d'un homme d'État dit de notre époque

À l'heure où la parole politique s'épuise dans le bruit, l'instantané et la surenchère, la trajectoire d'Ahmed Taleb El Ibrahimi résonne comme une dissonance salutaire. Homme d'État, intellectuel et mémorialiste, il a incarné une conception exigeante de la souveraineté, fondée sur la retenue, la cohérence et le sens du temps long. Retour sur un parcours qui éclaire, par contraste, les fragilités de notre présent politique.

À contre-courant de l'époque, Ahmed Taleb El Ibrahimi a incarné une figure aujourd'hui presque disparue de la vie politique algérienne : celle de l'homme d'État pour qui la parole engage, le silence protège, et la souveraineté se discipline. Sa disparition invite moins à l'éloge qu'à une réflexion exigeante sur ce que l'Algérie a su produire — et sur ce qu'elle peine désormais à préserver.

Il existait des figures politiques qui traversent l'histoire comme des éclats : bruyantes, rapides, spectaculaires. Et il en est d'autres, plus rares, qui la traversent comme des lignes de fond. Ahmed Taleb El Ibrahimi appartenait à cette seconde catégorie. Sa disparition n'a pas seulement clos un parcours individuel ; elle a révélé, par contraste, l'effacement progressif d'un type d'homme d'État devenu presque étranger à notre présent politique.

Taleb El Ibrahimi n'était pas un homme du vacarme. Il ne cherchait ni la foule ni l'ovation. Sa force tenait ailleurs : dans une rigueur intellectuelle peu commune, une retenue verbale assumée et une conception exigeante de la souveraineté. À une époque où la parole politique se confond de plus en plus avec la communication permanente, son style apparaît aujourd'hui comme une anomalie — et c'est précisément pour cela qu'il mérite d'être relu, interrogé et transmis.

Né en 1932 à Sétif, dans une Algérie encore sous domination coloniale, Ahmed Taleb El Ibrahimi grandit dans une filiation lourde de sens. Fils de Cheikh Bachir El Ibrahimi, figure majeure du réformisme musulman algérien et pilier de l'Association des Oulémas, il hérite très tôt d'un rapport particulier à la langue, au savoir et à la responsabilité morale.

Chez lui, l'arabe n'est pas un marqueur identitaire figé, mais un instrument de dignité et de reconquête culturelle. La religion n'est pas un outil de pouvoir, mais une éthique. Et la réforme n'est jamais un slogan : elle est un effort patient, parfois douloureux.

Très jeune, il comprend que la colonisation n'est pas seulement

une occupation des territoires, mais une désorganisation des esprits. Elle hiérarchise les langues, disqualifie les savoirs locaux et impose une lecture univoque du monde. Cette conscience structure son engagement étudiant au sein de l'UGEMA dans les années 1950, où se forme une génération pour qui l'indépendance n'est pas seulement une revendication politique, mais un impératif intellectuel. L'UGEMA n'est pas un simple syndicat : elle est un laboratoire où s'élaborent des cadres, des méthodes et une discipline de la parole.

L'arrestation et l'emprisonnement par les autorités coloniales françaises entre 1957 et 1961 constituent une première épreuve fondatrice. Comme pour beaucoup de cadres de sa génération, la prison devient une école du temps long. On y apprend la patience, la mesure, et surtout la différence entre la force brute et l'autorité durable. Mais l'épreuve la plus silencieuse, et peut-être la plus déterminante, survient après l'indépendance : sa détention dans l'Algérie des années 1960. Être emprisonné par l'État pour lequel on a combattu est une fracture intime. Chez Taleb El Ibrahimi, elle ne produit ni revanche ni ressentiment public. Elle engendre une méfiance durable à l'égard de toute absolutisation du pouvoir, même lorsqu'il se réclame de la légitimité révolutionnaire.

Lorsqu'il devient ministre de l'Éducation nationale après 1965, il hérite d'un chantier explosif : bâtir une école algérienne encore structurée par l'héritage colonial, dans une société en quête de repères. L'arabisation qu'il porte politiquement ne peut être comprise sans ce contexte. Elle est pensée comme un acte de souveraineté culturelle, non comme un rejet de la modernité ou du savoir universel. Les difficultés seront réelles : manque de cadres formés, improvisations administratives, fractures sociales durables. Taleb El Ibrahimi ne les ignorera jamais. Mais il refusera toujours les procès réducteurs. L'histoire, à ses yeux, juge moins les intentions que la cohérence des trajectoires.

C'est toutefois au ministère des Affaires étrangères, entre 1982 et 1988, que se cristallise ce que l'on peut appeler le « style Taleb ». Dans un environnement régional et international saturé de crises — Sahara occidental, Palestine, Liban, guerre Iran-Irak, construction maghrébine — il incarne une diplomatie algérienne lisible, juridique et constante. Peu d'effets de tribune. Peu d'empoiements. Une fidélité stricte au droit international, à la décolonisation et à la non-ingérence.

Sa singularité tient à un refus clair : confondre solidarité morale et efficacité politique. Sur la Palesti-

ne, il soutient sans ambiguïté la cause, mais insiste sur la nécessité de transformer la lutte en projet étatique crédible. Sur le Sahara occidental, il s'en tient au droit, sans surenchère émotionnelle. Sur le Maghreb, il privilégie la construction patiente à l'unanimité de façade. Cette rigueur lui vaut le respect de ses pairs, parfois aussi leur incompréhension. Mais elle donne à la parole algérienne une stabilité rare, aujourd'hui largement perdue.

L'année 1988 marque une rupture. Les événements d'octobre, la crise économique et l'effritement du consensus post-indépendance mettent fin à un cycle. Taleb El Ibrahimi quitte le gouvernement. Ce départ coïncide avec une perte progressive de lisibilité de la parole étatique algérienne. Non que la doctrine change brutalement, mais la cohérence du langage se fissure. L'homme n'était pas seulement un exécutant ; il était un point d'équilibre entre le principe et la pratique.

En 1999, puis en 2019, il réapparaît brièvement sur la scène publique. Toujours de la même manière : sans chercher à occuper l'espace. En 1999, son retrait collectif de l'élection présidentielle est un geste éthique, non une stratégie de repli personnel. En 2019, sa prise de parole appelle au dialogue et à l'évitement de la violence, dans un pays traversé par une profonde crise de confiance. Il parle alors comme quelqu'un qui n'a plus rien à gagner — et donc rien à travestir.

C'est peut-être là que se situe le cœur de son héritage. Ahmed Taleb El Ibrahimi nous rappelle que la souveraineté n'est pas une posture, mais une discipline. Qu'elle suppose la maîtrise de la parole autant que celle de la décision. Que le silence, parfois, est une forme supérieure de responsabilité. Et que l'État perd sa crédibilité non seulement lorsqu'il abuse de la force, mais lorsqu'il dilue son langage.

Dans un temps dominé par l'immédiateté, la performance et la surenchère verbale, son parcours agit comme un contre-modèle. Non un modèle à copier mécaniquement, mais une ligne de rappel. Une invitation à réapprendre la retenue, la cohérence et la lenteur réfléchie dans un monde politique devenu nerveux, fragmenté et souvent amnésique.

Taleb El Ibrahimi n'a laissé ni parti, ni école organisée, ni doctrine figée. Il a laissé quelque chose de plus difficile à manier : une manière d'être au pouvoir sans s'y confondre. Une manière de servir l'État sans le confisquer. Une manière de se retirer sans renier.

Et c'est peut-être pour cela que, dans une Algérie saturée de paroles, le silence d'Ahmed Taleb El Ibrahimi demeure l'une des leçons politiques les plus actuelles.

Kamel Messaoudi, la pudeur d'une voix que le temps n'a jamais osé vieillir

Par Laala Bechetoula

Il y a des artistes dont la mort ne ferme pas une trajectoire, mais l'interrompt comme on interrompt une phrase essentielle au milieu de son souffle. Des artistes dont l'absence ne produit pas le silence, mais une forme d'écho persistant, presque obstiné, dans la mémoire collective. Kamel Messaoudi est de ceux-là. Disparu à la fleur de l'âge, il n'a jamais cessé d'habiter la chanson algérienne, non par le fracas d'un mythe artificiel, mais par la fidélité intime que son œuvre inspire encore.

Né le 30 janvier 1961 à Bouzaréah, sur les hauteurs d'Alger, Kamel Messaoudi grandit dans cette Algérie urbaine où les voix se croisent, où la rue est une école, et où la musique n'est jamais un luxe, mais une respiration quotidienne. À cette enfance algéroise s'ajoute une profondeur plus ancienne : des racines kabyles, discrètes mais structurantes, qui lui donnent très tôt le sens de la retenue, du mot juste, et de cette mélancolie digne qui traverse toute son œuvre. Chez lui, la ville et la montagne ne s'opposent pas : elles dialoguent.

Très jeune, il comprend que le chaâbi n'est pas seulement une musique, mais une éthique. On n'entre pas dans cet univers comme on entre dans une mode passagère. Le chaâbi exige une discipline, une écoute, une patience. Il faut apprendre les maîtres, les textes, les silences, les respirations. Il faut surtout apprendre à ne pas trahir l'émotion par l'excès. Adolescent, Kamel Messaoudi s'initie au chant, à la darbouka, au mandoline, à la guitare. Mais plus encore que les instruments, il apprend l'humilité face à la parole chantée.

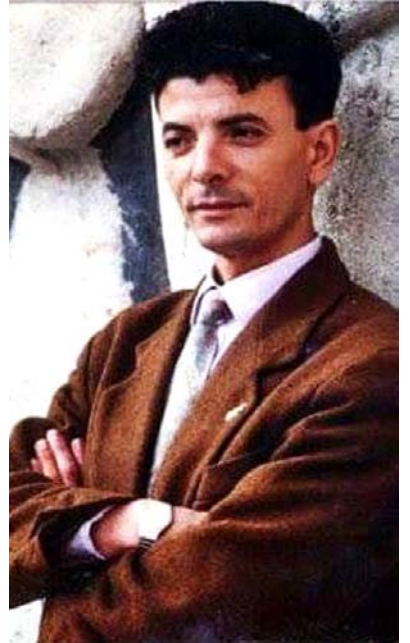
Lorsque sa carrière commence réellement à prendre forme dans les années 1980, l'Algérie entre dans une période de profondes mutations. Les repères culturels vacillent, les certitudes s'effritent, la société se crispe ou se disperse. Dans ce paysage troublé, beaucoup d'artistes choisissent la facilité du bruit ou la radicalité de la rupture. Kamel Messaoudi, lui, emprunte un chemin plus étroit et infiniment plus exigeant. Il refuse que le chaâbi devienne un objet de musée, figé dans le respect excessif du passé. Mais il refuse tout autant de le vider de sa substance pour le rendre « tendance ».

Ce qu'il propose, sans jamais le théoriser, c'est une réconciliation. Le chaâbi reste chaâbi, avec sa noblesse, sa poésie, sa structure. Mais il devient plus proche, plus direct, plus intime. Les jeunes s'y reconnaissent, non parce qu'il leur parle un langage appauvri, mais parce qu'il leur parle avec sincérité. Plus tard, on appellera cela le « néo-chaâbi ». Le terme est pratique, mais insuffisant. Ce que fait réellement Messaoudi, c'est redonner au chaâbi sa fonction première : être une musique populaire au sens noble, une musique qui parle au peuple sans jamais l'abaisser.

Sa voix joue un rôle central dans cette alchimie. Une voix légèrement voilée, jamais agressive, traversée par une mélancolie contenue. Chez Kamel Messaoudi, la tristesse n'est jamais hystérique, l'amour n'est jamais crié. Tout est affaire de mesure. Il chante comme on confie un secret, non comme on lance un slogan. Cette pudeur est sa signature. Elle explique pourquoi ses chansons résistent au temps : elles ne sont pas datées par un effet de mode, mais ancrées dans une vérité humaine.

Des titres comme Echamaâ — la bougie — sont devenus emblématiques de cette esthétique. La bougie éclaire sans aveugler, se consume sans bruit, et laisse derrière elle une lumière douce. Toute l'œuvre de Messaoudi pourrait se lire à travers cette métaphore. Njoum Ellil, Ya Hassra 'Alik Ya Denya, Ana w nti ya guitara, Ya lahbiba ma tabkichi, Al ouadaâ, Lweqt aghedar... Autant de chansons qui parlent du temps, de l'attente, de la séparation, de l'amour blessé, mais jamais humilié. Il y a, dans ces textes, une manière de tenir debout face à la douleur, de l'accueillir sans s'y noyer.

Kamel Messaoudi n'était pas un chanteur de façade. Il n'aimait ni la posture ni l'exhibition. Ceux qui l'ont approché parlent d'un homme discret, presque effacé, attentif aux autres, peu enclin aux mondanités. Une anecdote, devenue presque légendaire, éclaire cette dimension intérieure. Peu avant sa disparition, invité à la télévision et



interrogé sur la poésie qu'il affectionnait le plus, il aurait répondu préférer apprendre les versets du Coran, car ce sont eux qu'il espérait retrouver à ses côtés le Jour du jugement. Que l'on prenne cette parole comme une déclaration spirituelle ou comme un symbole, elle dit l'essentiel : pour lui, la chanson n'était jamais séparée du sens.

Le 10 décembre 1998, la route met brutalement fin à cette trajectoire. Kamel Messaoudi meurt à Alger, à seulement 37 ans, dans un accident de la circulation. Le choc est immense. L'Algérie perd une voix au moment même où elle commençait à mesurer sa valeur. Cette mort précoce fige l'artiste dans une jeunesse éternelle et nourrit un sentiment d'injustice profonde. On ne peut s'empêcher de penser à ce qu'il aurait encore pu dire, à la maturité qu'il aurait atteinte, à l'apaisement qu'il aurait peut-être offert dans les années suivantes.

Pourtant, son absence n'a pas produit l'oubli. Bien au contraire. Les chansons de Kamel Messaoudi continuent de circuler, de se transmettre, d'être écoutées tard le soir, dans l'intimité des voitures, des chambres, des cafés silencieux. Elles parlent encore à des jeunes qui n'étaient pas nés au moment de sa mort. C'est là le signe le plus sûr de la sincérité d'un artiste : lorsqu'il traverse les générations sans effort, sans campagne, sans artifice.

Sa discographie, souvent rééditée et compilée, témoigne de cette fidélité. Elle n'est pas seulement un catalogue de chansons, mais une cartographie émotionnelle. On y trouve des morceaux lumineux et d'autres plus sombres, des élan amoureux et des constats amers, mais toujours cette même ligne morale, cette même élégance. Rien n'y est vulgaire, rien n'y est gratuit. Même lorsqu'il parle de désillusion, il le fait avec une noblesse rare.

Dans l'histoire de la chanson algérienne, Kamel Messaoudi occupe une place singulière. Il n'est ni un monument écrasant ni une simple transition. Il est un passage, un trait d'union. Comme Ahmed Wahbi, il avait le sens de la mesure et de la dignité. Comme Khelifi Ahmed, il savait parler au peuple sans jamais tomber dans la facilité. Et, à sa manière, il partage avec Fairuz cette capacité exceptionnelle à transformer la mélancolie en lumière douce, à faire de la tristesse une forme de beauté.

Son héritage ne se mesure pas en chiffres de ventes ou en classements, mais en fidélité silencieuse. Il se mesure dans ces moments où quelqu'un, seul, met une de ses chansons pour accompagner une nuit difficile. Dans ces instants où la musique ne sert pas à distraire, mais à tenir. C'est là que réside la vraie grandeur de Kamel Messaoudi : dans cette capacité à accompagner sans envahir, à consoler sans promettre de faux lendemains. Il est parti jeune, trop jeune. Mais certaines voix n'ont pas besoin de durer longtemps pour durer toujours. La sienne appartient à celles qui ne s'éteignent pas. Elles se déplacent. Elles quittent la scène pour s'installer dans la mémoire, là où la musique devient fidélité, et la fidélité, une manière discrète mais tenace de résister au temps.

Mila

Deux nouvelles usines bientôt en activité

Deux usines spécialisées dans la transformation du bois et la production de céramiques et articles sanitaires, créées dans le cadre d'investissements privés au niveau de la zone industrielle chahid Nasri-Tounisi de Chelghoum Laïd (Mila), entreront "prochainement" en activité, selon le chargé de gestion des affaires de la direction de l'industrie, Khaled Abdmeziane.

Le même responsable a précisé que l'usine de transformation du

bois permettra de générer près de 900 emplois directs et d'autres indirects, tandis que celle de céramique et articles sanitaires emploiera plus de 300 travailleurs.

L'entrée en phase d'exploitation de ces unités "au cours du mois de mars prochain" renforcera la production locale en plus des emplois à créer au profit des jeunes de la wilaya, selon la même source.

Plusieurs autres projets importants d'investissement devront également être concrétisés au niveau

de cette zone industrielle de sorte à générer de la richesse et de nouveaux emplois, a-t-on expliqué.

Cette zone industrielle de 247 hectares dont les travaux d'aménagement touchent à leur fin compte 614 lots appelés à accueillir des projets d'investissements dans les secteurs de l'agroalimentaire, la sidérurgie, les industries du papier et du cuir, la production de matériaux de construction et produits chimiques en plus de startups, a-t-on indiqué.

Jijel

4,5 milliards de dinars pour l'Education

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Jijel a bénéficié au titre de l'année en cours 2026 d'une enveloppe financière de 4,5 milliards DA pour la réalisation de plusieurs établissements scolaires des trois paliers, selon le directeur du secteur, Saâd Kisra.

Le même responsable a précisé que dans le cadre de l'amélioration des conditions de scolarité des élèves, le secteur a bénéficié au titre de cet exercice d'une enveloppe

financière de 4,5 milliards DA pour la réalisation de plusieurs établissements des différents paliers.

La wilaya a ainsi bénéficié au titre du programme sectoriel centralisé de projets de réalisation de cinq écoles primaires, deux CEM et un lycée, tandis que le programme décentralisé a retenu pour la wilaya des opérations de réalisation de cinq écoles primaires, neuf classes d'extension pour le primaire, neuf autres pour le moyen et huit pour

le secondaire en plus de 10 cantines scolaires et des études de réalisation de trois CEM et deux lycées, selon la même source.

Ces projets reflètent les efforts de l'Etat pour l'amélioration des conditions de scolarité et la consolidation des infrastructures de base scolaires de sorte à assurer une école algérienne moderne qui répond aux aspirations des élèves et de la communauté scolaire, a ajouté M. Kisra.

Annaba

Huit marchés de proximité ouverts

Huit marchés de proximité de commercialisation des produits alimentaires de large consommation ont été ouverts dimanche dans la wilaya d'Annaba dans le cadre du plan de wilaya anticipé en prévision du Ramadhan 2026.

Présidant l'ouverture de ces espaces commerciaux, le chef de l'exécutif de wilaya, Abdelkrim Lamouri, a indiqué que cette initiative vise à assurer la disponibilité des divers produits alimentaires de large consommation durant le mois

de Ramadhan à des prix compétitifs, à les rapprocher du citoyen et à endiguer les hausses de prix.

Ces marchés se répartissent sur les dairas d'Annaba (2 marchés), El Bouni (2), El Hadjar (1), Ain Berda (1), Chetaïbi (1) et la circonscription administrative Draa Errich (1), a précisé à l'APS le chargé de communication de la direction locale du commerce, Abdellatif Hamadi.

Cette initiative met à contribution 202 exposants représentant

des producteurs, des importateurs, des marchands de gros, des artisans et des associations de sorte à garantir une large diversité de l'offre et satisfaire les besoins essentiels du consommateur, selon la même source.

L'ouverture de ces marchés s'inscrit dans le cadre des efforts des autorités publiques pour réguler le marché et combattre la spéculation par la mise en place de circuits de distribution directe du producteur au consommateur, a-t-on indiqué.

Constantine

Un réseau de trafic de biens archéologiques démantelé

Le Service régional de lutte contre le crime organisé est parvenu à démanteler un réseau criminel spécialisé dans le trafic de biens archéologiques et culturels protégés par la loi, procédant à l'arrestation de quatre individus impliqués dans ces activités, a indiqué lundi la cellule d'information et de communication de la Sûreté de wilaya de Constantine.

La même source a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre toutes formes de criminalité, notamment celles liées au trafic de biens archéologiques et culturels. Des investigations de terrain approfondies, menées sous la supervision du Service régional de lutte contre le crime organisé dans l'Est du pays, ont permis de recueillir des informations avérées faisant état de l'existence d'un réseau criminel opérant depuis une wilaya limitrophe, étendant ses activités à plusieurs wilayas de l'Est, et s'employant à préparer l'exportation illicite de biens

archéologiques et culturels hors du territoire national.

A la suite de l'approfondissement des recherches, il a été établi que les membres du réseau se livraient à des opérations de fouilles archéologiques clandestines, recourant à des excavations et à des travaux de prospection sans autorisation délivrée par l'autorité légalement compétente, avant de rassembler les pièces découvertes et de les préparer en vue de leur acheminement frauduleux, selon la même source.

L'opération a ainsi conduit à l'identification des suspects et à leur interpellation, a-t-on indiqué.

Cette intervention a également permis la saisie de 405 pièces de monnaie métalliques d'une valeur

archéologique et culturelle significative, remontant à l'époque romaine, destinées à être introduites dans un circuit de contrebande, a précisé la même source sécuritaire.

Après l'achèvement des procédures d'enquête, un dossier pénal a été constitué à l'encontre des mis en cause, lesquels ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent pour des faits de "détention et vente d'objets historico-culturels et de biens archéologiques protégés, issus d'opérations de fouilles et de prospection sans autorisation de l'autorité compétente, ainsi que défaut de déclaration de découvertes archéologiques", indique la Sûreté de wilaya.

Horaires des prières pour Alger et ses environs				
22 chaâbane 1447				
El Fedjr 06h16	Dohr 13h02	Assar 15h59	Maghreb 18h25	Icha 19h45
Horaires des prières pour Constantine et ses environs				
El Fedjr 06h02	Dohr 12h48	Assar 15h46	Maghreb 18h12	Icha 19h32



Djelfa

Fermeture provisoire de la RN1 pour travaux

La Direction des travaux publics de la wilaya de Djelfa a annoncé la fermeture provisoire de la RN1 à la circulation, à partir de dimanche, en raison de travaux de réalisation d'un ouvrage d'art, est-il indiqué dans un communiqué.

Le texte souligne que le couloir de la route en direction d'Alger - Djelfa est fermé à la circulation à compter de dimanche et jusqu'à nouvel ordre, tandis que l'autre couloir de la route sera ouvert à la circulation dans les deux sens, et ce à partir du point kilométrique (PK) 283 jusqu'au PK 284.

"Des travaux de réalisation d'un ouvrage d'art seront engagés à hauteur de l'Oued Slimane, dans le cadre de l'amélioration des infrastructures de base et du renforcement de la sécurité des usagers de la route", est-il ajouté de même source.

Les services concernés appellent les automobilistes à la prudence, ainsi qu'au respect de la signalisation temporaire mise en place et aux consignes des agents chargés de l'organisation du trafic, précisant que l'opération vise à améliorer les conditions de déplacement et la sécurité sur ce tronçon stratégique de la RN1.

Blida

De nouveaux projets pour l'eau

Le secteur des ressources en eau de la wilaya de Blida sera renforcé en 2026 par de nouvelles infrastructures de stockage, visant à améliorer la distribution de l'eau potable, selon la direction du secteur. Selon le directeur local de l'hydraulique, Abdelkrim Allouche, une enveloppe de 150 millions de DA a été affectée à la réalisation de nouveaux réservoirs, destinés à renforcer les capacités de stockage de la wilaya, qui dispose actuellement de plus de 240 ouvrages totalisant près de 900.000 m3.

Ces projets portent notamment sur la réalisation de trois (3) réservoirs d'une capacité variant entre 500 et 1.000 m3, répartis entre les communes de Bouarfa, en pleine expansion urbaine, Oued Djer (ouest) et Soumaa (est).

Par ailleurs, trois (3) autres réservoirs sont attendus à la réception

avant le mois de Ramadhan, dont deux (2) à Soumaa et un (1) à Djebabra, avec des capacités similaires, contribuant ainsi à l'amélioration de l'alimentation en eau potable des populations locales, selon la même source.

Dans le même cadre, une enveloppe de 400 millions de DA a également été dégagée pour la réhabilitation des stations de pompage à travers la wilaya, notamment par le remplacement des pompes et des équipements électromécaniques. A noter que la wilaya de Blida a enregistré dernièrement une amélioration sensible de la production d'eau, grâce à la hausse du rendement des ressources hydriques souterraines et superficielles, favorisée par les dernières précipitations, ainsi qu'à l'apport d'un quota d'eau en provenance de la station de dessalement d'eau de mer "Fouka 2" de Tipasa.

Bouira

Simulation d'un séisme de magnitude 6,7

Plus de 44 détachements de renforts aux premières interventions (DRPI) de la Protection civile, mis depuis vendredi soir à l'épreuve d'une simulation sismique à Bouira, ont été déployés dimanche sur le terrain pour tester leurs capacités d'interventions de secours et de sauvetage durant toute cette manœuvre simulant un tremblement de terre de magnitude 6,7 sur l'échelle de Richter.

Face à cette catastrophe naturelle simulée et qui touche plusieurs villes de la wilaya, selon le scénario de cet exercice, plus de 6000 éléments de la Protection civile, tous grades confondus, sont à pied d'œuvre pour secourir les victimes et les blessés de ce séisme dans les communes d'Oued El Berdi, Bouira, El Asnam et Sour El Ghoulane.

"Nos équipes de différentes spécialités sont sur le terrain pour mener des opérations de secours et de sauvetage des victimes, et de recherche des personnes portées disparues lors de ce séisme fictif qui a occasionné de multiples incidents, notamment l'effon-

drement de bâtiments, l'écroulement de parois de barrage, de graves accidents de la circulation, des affaissements de sol, le déraillement de convois ferroviaires, des explosions, des fuites de matières dangereuses, ainsi que d'autres situations d'urgence simulées", a expliqué un officier de la Protection civile, le lieutenant Youcef Abdat.

Baptisée "SEISMEX 2026", cette manœuvre qui se déroule jusqu'au 12 février avec la participation de 44 DRPI issus de 43 wilayas du pays, vise à tester le niveau d'opérabilité et des capacités d'intervention sur le terrain en cas de catastrophes naturelles.

Les détachements déployés sont formés d'équipes de commandement, de sauvetage et de déblaiement, de plongée aquatique et subaquatique, ainsi que de groupes de recherche et d'intervention dans les milieux périlleux, d'équipes de plongée, de brigades cynotechniques et de cellules d'intervention en cas de risque nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC), a précisé l'officier Abdat.

Occasionnant des coupures de l'éclairage public Vol de câbles électriques à l'entrée de la ville d'Arzew

K. Assia

Un autre acte de vandalisme vient d'être commis dans la commune d'Arzew avec le vol de câbles électriques au niveau de l'entrée de la ville à hauteur du rond-point. Il s'agit de câbles électriques qui alimentent l'éclairage public, un préjudice pour l'entreprise ERMESO. En effet, ce vol a occasionné une coupure de l'éclairage public en plusieurs points au niveau de cet important axe routier. Face aux désagréments occasionnés, l'entreprise ERMESO a mobilisé ses équipes pour inspecter les dégâts, sécuriser la zone et surtout entamer les travaux de réparation du réseau et remplacer les câbles volés afin de rétablir et remettre en service l'éclairage public. Cet acte n'est pas le premier du genre puisque le mois dernier un vol de câbles électriques qui alimentent les réseaux de moyenne et basse tension a été enregistré au niveau de la cité Hai Benboulaïd dans la commune d'Arzew. Un acte de vandalisme qui n'a pas été sans conséquences puisqu'il a été à l'origine d'une coupure de l'éclairage public.

De telles pratiques sont considérées selon les services de l'APC

d'Arzew comme des actes endommageant les biens publics ce qui a un impact négatif direct sur la sécurité des citoyens, celle des automobilistes en plus des pertes subies par les services concernés à la suite des différentes interventions pour remédier à la situation. En effet, le phénomène de vol des câbles électriques constitue un véritable obstacle aux opérations de développements du réseau de l'éclairage public. Dans ce registre, l'entreprise ERMESO réitère ses appels à tous les riverains pour dénoncer de tels actes de vandalisme et surtout tout comportement suspect et ce afin de protéger les installations publiques.

Ainsi préserver le réseau d'éclairage public est une responsabilité collective, et lutter contre le vol est un devoir national, indique-t-on.

Il y a trois mois, un acte similaire a été enregistré à la cité 50 logements dans le village de Chehairia dans la daïra de Bethioua où un drame a été évité de justesse après que des inconnus aient vandalisé des conduites de gaz au niveau de cette cité. Il s'agissait d'un acte d'agression sur le réseau gazier de sorte que ces individus ont volé les canalisations en cuivre si-

tuées dans les bâtiments engendrant ainsi d'importantes fuites de gaz. Un véritable danger pour les habitants. Aussitôt alertées, des équipes spécialisées dans le domaine du gaz de Sonelgaz Es-Sénia se sont déplacées sur les lieux où ils ont coupé carrément l'alimentation, une mesure préventive initiée afin d'écarter tout danger et sécuriser ainsi la population.

En 2024, la direction de Sonelgaz Es-Sénia a enregistré 78 cas d'agression sur le réseau électrique et 30 autres cas sur le réseau gazier ce qui a entraîné des perturbations et des pannes fréquentes de courant. Dans ce registre, elle appelle les citoyens à faire preuve de responsabilité et de vigilance, et à signaler immédiatement toute attaque ou tentative de sabotage visant le réseau énergétique, afin de préserver la sécurité de tous et d'assurer la continuité du service public. Il y a quelques jours, les éléments de la 2^{ème} sûreté urbaine relevant de la sûreté de daïra d'Arzew ont démantelé une bande spécialisée dans le vol des câbles électriques. Quatre individus ont été arrêtés et une quantité de 83 kg de cuivre volé a été récupérée.

Office des établissements de jeunesse Campagne de sensibilisation sur les dangers de la drogue

J.Boukraa

Dans le cadre du lancement de la campagne nationale de sensibilisation et de prévention contre les dangers de la drogue et des substances psychotropes, organisée par la direction de l'action sociale et de la solidarité en coordination avec la direction de la jeunesse et des sports, une journée de sensibilisation a été organisée au centre culturel Ibn Khaldoun de Bousfer, au profit des jeunes. Cette initiative, encadrée par l'Office des établissements de jeunesse de la wilaya d'Oran, s'inscrit dans

une démarche préventive visant à informer et à conscientiser la population juvénile sur les risques liés à la consommation de drogues et de substances psychotropes. La rencontre a été marquée par des interventions axées sur les répercussions graves de ces fléaux sur la santé physique et psychologique, ainsi que sur leurs conséquences sociales affectant l'individu, la famille et la société.

Les animateurs et intervenants ont mis l'accent sur l'importance de la prévention, de l'adoption de comportements sains et responsables, et du renforcement des valeurs citoyen-

nes chez les jeunes. Des échanges interactifs ont également permis aux participants de poser des questions et d'exprimer leurs préoccupations, favorisant ainsi un dialogue constructif autour de cette problématique. À travers cette campagne, les organisateurs ambitionnent de contribuer à la lutte contre la propagation des drogues et des substances psychotropes, en promouvant la culture de la vigilance, de la responsabilité et de la conscience collective, afin de préserver la jeunesse et de renforcer la cohésion sociale.

Es-Sénia

Saisie de près de 600 kg de viande impropre

J.Boukaa

Une importante quantité de viande impropre à la consommation humaine a été saisie dimanche lors d'une opération de contrôle menée dans plusieurs boucheries relevant de la commune d'Es-Sénia, dans la wilaya d'Oran. Cette intervention a été effectuée par l'inspectrice principale vétérinaire de la daïra d'Es-Sénia, accompagnée des membres du bureau d'hygiène communal, d'une représentante des services du commerce ainsi que des éléments de la sécurité de la commune. L'opération s'inscrit dans le cadre des actions régulières de contrôle visant à garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires mis à la disposition des consommateurs.

Au cours de cette sortie de terrain, les équipes ont procédé à la saisie de 592,400 kilogrammes de viande jugée impropre à la consommation humaine, en raison du non-respect des normes sanitaires en vigueur. Les quantités saisies ont



été orientées vers le jardin zoologique, conformément aux procédures réglementaires en la matière. Par ailleurs, des mesures strictes ont été prises à l'encontre des contrevenants, incluant des procédures

administratives et légales, dans le but de dissuader toute pratique portant atteinte à la santé publique. À travers ce type d'opérations, les autorités locales réaffirment leur engagement à renforcer les contrôles sanitaires et à lutter contre toute forme de négligence ou de fraude, afin d'assurer la protection du consommateur et la préservation de la santé publique.

Campagne labours-semailles Renforcement de l'accompagnement technique des agriculteurs

J. Boukraa

Dans le cadre des efforts continus visant le suivi, la structuration et le développement de la filière céréalière, la direction des services agricoles de la wilaya d'Oran a lancé une série de journées de sensibilisation et d'orientation inscrites dans le programme de la cellule opérationnelle chargée du suivi des activités post-semailles. Cette initiative s'inscrit dans une démarche d'accompagnement de proximité au profit des agriculteurs, dans l'objectif d'améliorer les rendements et de renforcer la durabilité de la production agricole.

Les journées ont été lancées à partir des daïras d'Es-Sénia et d'Oued Tlélat, zones à vocation agricole importante. Elles ont réuni l'ensemble des acteurs concernés par la filière, notamment la direction des services agricoles de la wilaya d'Oran, la chambre d'agriculture, la Coopérative des céréales et des légumes secs, la Station régionale de protection des végétaux, l'Institut technique des grandes cultures, ainsi que des cadres et ingénieurs relevant des subdivisions agricoles.

Les interventions ont porté sur plu-

sieurs axes essentiels, dont le suivi technique après les opérations de semailles, la lutte préventive contre les maladies et les ravageurs, l'utilisation rationnelle des intrants agricoles, ainsi que le respect de l'itinéraire technique recommandé. Les participants ont également été sensibilisés à l'importance de l'observation régulière des champs et de la déclaration précoce de toute anomalie pouvant affecter la production. Ces journées ont constitué un espace d'échange et de concertation entre les techniciens, les cadres du secteur et les agriculteurs, permettant de répondre aux préoccupations du terrain et de proposer des solutions adaptées aux spécificités locales. L'accent a été mis sur la nécessité de renforcer la coordination entre les différents intervenants afin d'assurer une meilleure efficacité des actions menées. À travers ce programme d'orientation et de sensibilisation, les autorités agricoles réaffirment leur engagement à accompagner les agriculteurs à chaque étape du cycle de production, contribuant ainsi à la réussite de la campagne de labour et de semis et à la consolidation de la sécurité alimentaire au niveau local et national.

En vue de leur transformation en espaces touristiques Vers l'exploitation de trois forêts récréatives

La conservation des forêts de la wilaya d'Oran a lancé, récemment, les procédures d'octroi des autorisations d'exploitation de trois forêts récréatives, en vue de leur transformation en espaces touristiques et de loisirs, en parcs ouverts aux visiteurs et en lieux de détente pour les familles, a-t-on appris, mercredi, auprès de cette instance.

Il s'agit de la forêt de «Ras El Aïn», dans la commune de Gdyl, d'une superficie dépassant 34 hectares, de la forêt de «Madagh » dans la commune d'Aïn El Kerma, d'une superficie de plus de 21 hectares, ainsi que de la forêt des «Les Plateaux», dans la commune d'Arzew, dont la superficie dépasse 18 hectares, a précisé à l'APS la chargée du bureau des parcs et de l'aménagement des pro-

duits à la conservation des forêts, Ziane Wahiba. Dans ce cadre, la conservation a publié des avis de manifestation d'intérêt pour l'exploitation de ces forêts sur sa page officielle.

Il est à noter qu'une autorisation d'exploitation a été accordée, récemment, pour la forêt «El Menzah» (ex-Canastel), dans la commune d'Oran, s'étendant sur une superficie de plus de 23 hectares, selon la même source. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de la circulaire interministérielle 156 du 10 février 2015, relative à la mise en œuvre des dispositions du décret exécutif du 19 octobre 2006, fixant le régime juridique des autorisations d'exploitation des forêts, ainsi que les conditions et les modalités de leur attribution, a-t-on indiqué.

Bir El Djir Sept personnes blessées dans un accident de la circulation

Sept personnes ont été blessées dans un accident de la route survenu dans la nuit de dimanche à lundi à Oran. L'accident s'est produit aux environs de 01h01 dans le quartier Millenium, relevant de la commune et daïra de Bir El Djir. Selon les informations fournies par les services de la protection civile, l'accident est dû à l'enchaînement de plusieurs faits, à savoir le dérapage et le renversement de deux véhicules légers, suivis de leur collision avec un camion. La violence du choc a nécessité une intervention rapide des équipes de secours. Les éléments de la protection civile sont intervenus immédia-

tement sur les lieux afin de porter assistance aux victimes.

Les sept personnes blessées, âgées entre 19 et 44 ans, ont reçu les premiers soins sur place avant d'être évacuées vers l'hôpital local pour une prise en charge médicale. Les circonstances exactes de l'accident n'ont pas encore été précisées, mais cet incident remet une nouvelle fois en lumière les dangers liés à la circulation routière, notamment durant les heures nocturnes. Les autorités appellent les conducteurs à redoubler de vigilance et à respecter le code de la route afin de préserver des vies humaines.

J. B.

Ben Freha Un homme décède dans un accident de la route

Un homme âgé de 23 ans a trouvé la mort dans un tragique accident de la circulation survenu dans la soirée de dimanche dans la wilaya d'Oran. Le drame s'est produit peu avant 19h sur la route reliant les localités de Ben Freha et Fleuris, dans la commune de Boufatis, relevant de la daïra d'Oued Tlélat. Selon un communiqué des services de la protection civile, la victime a été mortellement per-

cutée par un bus pour des circonstances qui restent à déterminer. Alertés, les éléments de la protection civile sont rapidement intervenus sur les lieux afin de porter secours à la victime. Malheureusement, le jeune homme a succombé à ses blessures sur place. Son corps a été pris en charge par les services compétents puis transféré vers la morgue de l'hôpital local.

J.B.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

22 chaâbane 1447				
El Fedjr 06h30	Dohr 13h18	Assar 16h18	Maghreb 18h44	Icha 20h04



Tissemsilt

Garantir un approvisionnement régulier du marché

Les services de la Direction du commerce de la wilaya de Tissemsilt ont mobilisé 32 agents pour effectuer des sorties de terrain visant à évaluer l'état de l'approvisionnement du marché en produits alimentaires de base et à assurer la disponibilité des différentes denrées de consommation, en préparation du mois sacré de Ramadhan, a indiqué la direction.

Le chef du bureau de la promotion de la qualité et des relations associatives, Ahmed Abbas, a indiqué que les équipes de la Direction du commerce mènent des sorties intensives à travers les 22 communes de la wilaya, afin de vérifier la situation de l'approvisionnement du marché, de garantir la disponibilité des produits alimentaires essentiels et la stabilité de leurs prix, notamment les produits réglementés. Ces actions concernent principalement les grands points de vente et les grossistes, dans le but de répondre aux besoins des citoyens durant le mois de Ramadhan.

Le même responsable a ajouté que ces opérations s'accompagnent d'une coordination permanente avec les différents partenaires, dont la Direction des affaires religieuses à travers les mosquées de la wilaya, ainsi qu'avec les associations actives, en vue de lancer des campagnes de sensibilisation tout au long du mois de Ramadhan. Celles-ci visent à inciter les citoyens à la rationalisation de la consommation et à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

M. Abbas a également fait état de la préparation de supports de sensibilisation, tels que des affi-

ches et des dépliants appelant à éviter les comportements de gaspillage, ainsi que de l'organisation de programmes radiophoniques animés par les différents acteurs concernés. Des sorties de sensibilisation sur le terrain sont également prévues dans les marchés de proximité et les places publiques, afin d'encourager un achat raisonnable des produits alimentaires de large consommation.

Cette action s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale que lancera le ministère de tutelle, visant à lutter contre le gaspillage alimentaire et à rationaliser la consommation durant le mois sacré.

Beni-Abbès

150 aides à l'habitat rural octroyées

Cent-cinquante (150) aides financières destinées à l'auto-construction, dans le cadre du programme de l'habitat rural, ont été octroyées, dernièrement, à leurs bénéficiaires dans trois (03) Ksour de la commune de Ksabi, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya.

Ces aides financières se répartissent comme suit: 50 aides pour les bénéficiaires du ksar de Bent-

Echerk, 50 pour ceux de Hassi Abdallah et 50 autres pour le ksar de Timgharine, a indiqué le chef de daïra d'Ouled Khodir, dont relève la même collectivité, située à 188 km au Sud du chef-lieu de la wilaya, Mabrouk Bekraoui.

L'opération vise principalement à améliorer le cadre de vie des citoyens de ces Ksour éloignées des centres urbains de la wilaya et leur offrir la possibilité

d'accéder à des logements individuels équipés des commodités de base, a-t-il indiqué.

Parallèlement à cette initiative, un nouveau complexe sportif de proximité a été inauguré au chef-lieu de la commune de Ksabi et mis à la disposition des associations sportives locales, et ce comme réponse aux attentes des jeunes et des associations sportives locales, selon le responsable.

Naâma

Une production de 25 tonnes de tilapia attendue



Le secteur de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Naâma devra atteindre une capacité de production estimée à près de 25 tonnes de tilapia, dans le cadre de la mise en œuvre du programme de 2026 visant à élargir l'activité de l'aquaculture intégrée dans les grands bassins d'irrigation, selon l'antenne locale relevant de la direction régionale de la Pêche et de l'Aquaculture de Sidi Bel-Abbès.

M. Hamidi Abdelhalim, a précisé que "la mise en œuvre de ce programme a débuté récemment". Il comprend l'élevage du tilapia rouge dans le périmètre de Kara Bensalah, commune de Mecheria, avec une capacité de production estimée à 20 tonnes par an, ainsi que quatre autres

projets dont la capacité globale est estimée à 5 tonnes par an.

Selon le même responsable, ces projets sont répartis entre les exploitations agricoles de Laredj Bouhafs et Boudouaïa El-Habib dans la commune d'Aïn-Sefra, ainsi que les exploitations de Boudouaïa El Habib et Hrizi Fayçal dans le périmètre de Zeboudja, dans la commune de Tiout.

Il a ajouté que les services du secteur procèdent à un recensement de toutes les exploitations disposant de bassins d'eau à travers la wilaya, tout en sensibilisant leurs propriétaires aux avantages de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, considérée comme un mode de production durable assurant une double rentabilité pour l'agriculteur.

Dans ce cadre, l'eau utilisée

pour l'élevage des poissons est réemployée pour l'irrigation des cultures, ce qui contribue à réduire simultanément la consommation d'eau et d'engrais chimiques, tout en améliorant la qualité des sols, en augmentant la production agricole, en réduisant les coûts et en diversifiant les sources de revenus.

Par ailleurs, le secteur mène, en coordination avec la Conservation des forêts de la wilaya, de vastes opérations d'empoisonnement en carpes et en black-bass (L'achigan à grande bouche) dans plusieurs plans d'eau, notamment le bassin d'Oulgaq dans la commune de Sfissifa et Ouglet Ennaâja dans la commune de Mekmen Benamar, dans le but de préserver la biodiversité, a-t-on indiqué.

Saïda

Plus de 1.000 logements en chantier

Les travaux de réalisation de 1350 Logements promotionnels aidés (LPA) sont en cours dans la ville de Saïda, selon les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI).

La même source a précisé que le programme est réparti comme suit : 200 logements en cours de réalisation au quartier "Dhar Echeikh", avec un taux d'avancement des travaux de 60% et 150 logements au quartier "Es-Salam 2", avec un taux d'avancement estimé à 35%.

Les délais de livraison de ce programme, dont la réalisation est assurée par l'OPGI et dont les travaux ont débuté au mois de mai dernier, ont été fixés à 18 mois, a-t-on indiqué.

Dans ce cadre, le directeur général de l'OPGI de Saïda, Djabri Abderrahmane, a effectué, jeudi dernier, une visite d'inspection des chantiers de ce projet de logements.

Le responsable a donné des instructions pour l'accélération de la cadence des travaux et le renforcement des chantiers en

main d'œuvre, tout en veillant au respect des normes de qualité dans la réalisation.

Le DG de l'OPGI a souligné que ce projet est directement lié aux préoccupations des citoyens, ce qui nécessite de redoubler d'efforts afin de le livrer dans les délais légaux.

Par ailleurs, 948 logements promotionnels aidés sont également en cours de réalisation à travers les communes de Saïda, Sidi Boubekeur et Youb, avec des taux d'avancement variant entre 50 et 65%. "Leur réception est prévue d'ici la fin de l'année en cours", a fait savoir la même source.

Il est à signaler que la direction du Logement de la wilaya de Saïda recense un programme global de logements en formules promotionnel aidé et social participatif (LSP-ancien programme) estimé à 6.715 unités.

Parmi ces unités d'habitation, 3.461 ont été réalisées, 1.062 logements sont en cours de réalisation et le reste est en phase de lancement, note-t-on.

Relizane

Les barrages de Sidi M'hamed Benaouda et Gargar renforcés

Les réserves des barrages de Sidi M'hamed Benaouda et de Gargar ont été renforcées d'environ 37 millions de mètres cubes d'eau supplémentaires, à la faveur des récentes précipitations enregistrées dans la région, selon le directeur de wilaya de l'hydraulique, Nabil Beghoura.

Ce dernier a précisé à l'APS que ce nouvel apport en eau a été enregistré au cours de la semaine écoulée, soulignant que le barrage de Sidi M'hamed Benaouda, situé dans la commune du même nom, a reçu près de 5,7 millions de mètres cubes d'eau, portant son taux de remplissage à plus de 84%.

De son côté, le barrage de Gargar, situé dans la commune de Oued R'hiou, a été renforcé d'environ 31,2 millions de mètres cubes d'eau supplémentaires, ce qui a porté son taux de remplissage à plus de

55%, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis environ sept ans, a fait observer le même responsable.

M. Beghoura a, par ailleurs, souligné que ces importantes quantités d'eau contribueront à renforcer les réserves hydriques de la wilaya, permettant ainsi d'assurer des quantités suffisantes d'eau potable, notamment durant la saison estivale, en plus de soutenir la campagne d'irrigation des superficies agricoles au niveau des périmètres irrigués de "Mina" et du "Bas-Cheliff".

Grâce à ces apports, le stock global actuel des deux barrages dépasse désormais 263 millions de mètres cubes, répartis sur plus de 106 millions de mètres cubes au barrage de Sidi M'hamed Benaouda et plus de 157 millions de mètres cubes au barrage de Gargar, a fait savoir M. Beghoura.

Tindouf

Un réseau de trafic de psychotropes démantelé

La brigade de recherche et d'intervention relevant du service de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya de Tindouf a procédé au démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic illicite de substances psychotropes, et à la saisie d'une quantité importante dépassant 21.000 comprimés de type "prégabaline", indique, lundi, un communiqué de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

L'opération a été menée, selon la même source, à la suite de l'exploitation d'informations faisant état de l'utilisation, par l'un des suspects, de son local commercial pour le stockage de substances psychotropes en

vue de leur écoulement auprès des jeunes.

Les services de la Sûreté ont entamé leurs investigations sous la supervision du parquet territorialement compétent, lesquelles ont abouti à l'arrestation de trois suspects et à la saisie de 21.181 gélules de prégabaline, précise le communiqué.

Les forces de l'ordre ont également récupéré un véhicule de tourisme utilisé dans le transport et la distribution de ces substances toxiques, en plus de la saisie d'une somme d'argent provenant des revenus criminels. Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Tindouf.

Mondial-2026 Le trophée de la Coupe du monde fait escale à Alger

La sixième tournée du trophée de la Coupe du monde de football a fait escale à Alger, pour une visite de deux jours. Conduite par l'ancien international allemand, Jurgen Klinsmann, la délégation de la FIFA a été accueillie à son arrivée à Alger par le président de la FAF, Walid Sadi, qui était accompagné de certains joueurs de l'équipe nationale, à savoir Luca Zidane, Zinedine Belaïd et Ibrahim Maza. Le trophée de la Coupe du monde sera exposé au niveau de la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger), où les puristes pourront l'observer de près, et même prendre quelques photos-souvenir. Cette tournée offre en effet à des milliers de fans à travers le monde l'occasion de voir de près le trophée original de la Coupe du monde, en prélude du prochain Mondial, prévu du 11 juin au 19 juillet 2026 aux Etats-Unis, Canada et Mexique. Démarrée le 3 janvier dernier à Riyadh, en Arabie saoudite, la

tournée du trophée original de la Coupe du monde visitera 30 associations membres de la FIFA, avec 75 escales sur plus de 150 jours, offrant ainsi aux fans du monde entier une opportunité unique d'admirer le trophée le plus convoité du football mondial. La tournée comprend notamment les trois pays hôtes de la Coupe du monde 2026, ainsi que les futurs pays organisateurs de la Coupe du monde 2030 et 2034 et de la Coupe du monde féminine 2027. Pour rappel, c'est la troisième fois que le trophée de la Coupe du monde visite l'Algérie. Les deux premières fois c'était à l'occasion du Mondial-2010 en Afrique du Sud et du Mondial-2014 au Brésil. Les «Verts» renouent avec le Mondial après avoir manqué les deux dernières coupes du monde 2018 en Russie et 2022 au Qatar. La dernière participation algérienne remonte au Mondial-2014 au Brésil avec une brillante qualification aux 8es de finale, battue par le futur vainqueur de

l'épreuve, l'Allemagne. C'est la cinquième fois dans son histoire que l'Algérie prendra part au Mondial après les éditions de 1982, 1986, 2010 et 2014.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LES LÉGENDES DU FOOTBALL ALGÉRIEN

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lors de cette cérémonie, les légendes du football algérien. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège de la Présidence de la République en présence du ministre des Sports, Walid Sadi, le président de la République a reçu les anciens joueurs internationaux Rabah Madjer, Lakhdar Belloumi, Salah Assad et Ali Bencheikh. Le président de la République a également reçu le joueur de l'équipe du FLN, Mohamed Maouche, ainsi que des joueurs de la sélection nationale actuelle accompagnés de leur entraîneur, Vladimir Petkovic.

CAN Futsal 2026 Qualification historique de l'Algérie

L'Algérie s'est qualifiée pour la première fois, en phase finale de la CAN de Futsal, dont la prochaine édition se déroulera au Maroc. En effet, l'Algérie a décroché sa première qualification pour la CAN de Futsal après une victoire XXL acquise à domicile face à la Guinée (7-1). Sur le parquet du complexe omnisports Miloud Hadeff d'Oran, les joueurs de Nouredine Benamrouche ont rapidement pris les devants par l'intermédiaire d'Amar Bessa, buteur dès la 2' de jeu.

Mohamadou Tamanat égalisait cinq minutes plus tard pour le Syli National (7e). Mais ce n'était qu'illusion. Car, Aït Hamadouche permettait aux Fennecs de reprendre l'avantage (13'), juste avant le récépissé. Riache signait le break sur penalty (18'), Bessa s'offrait, quant à lui un doublé (34'), puis Teffaf (34'), Hammad (36') et Bentout (40') y allaient successivement de leurs buts. Ajouté au succès 0-4 obtenu lors du match aller à Conakry, cela fait un score cumulé de 11-1 pour les Algériens. Après le match, le sélectionneur Nouredine Benamrouche n'a pas caché sa satisfaction et sa fierté d'offrir son premier billet de la CAN de Futsal à son pays. « Nous avons réalisé aujourd'hui une victoire importante et une qualification historique, la première



re de l'Algérie à une Coupe d'Afrique des Nations de Futsal (...). Nous avons beaucoup travaillé et mérité pleinement cette qualification. (...) Avec les joueurs, nous relèverons le défi et tenterons d'al-

ler le plus loin possible. « L'Algérie rejoint ainsi six autres pays qualifiés que sont le Maroc, pays hôte, la Tanzanie, la Zambie, le Mozambique, l'Egypte et la Libye. **R. S.**

Coupe de la CAF Le CR Belouizdad et l'USM Alger en quarts de finale

Les deux représentants algériens, l'USMA et le CRB, se sont qualifiés, avec brio, aux quarts de finale de la Coupe de la CAF à la faveur de leurs succès en déplacement. En effet, les gars de Belouizdad sont allés en Tanzanie faire respecter la hiérarchie en s'imposant devant 'Singida Black Stars', en match pour le compte de l'avant-dernière journée de la phase de poules de la Coupe de la CAF (Groupe C).

Le CRB a frappé d'entrée par Belhocini (3') avant de défendre crânement leur acquis, jusqu'au coup de sifflet final. Belle performance à l'extérieur des 'Rouge et

Blanc' qui permet au Chabab de conserver sa première place, avec douze points, devant les Congolais de l'AS Otoho.

L'USMA, pour sa part, a bien négocié son match en Côte d'Ivoire face au FC San Pedro. Belle victoire des Usmistes qui sont parvenus à préserver leur première place, avec 13 points, au moment où les Ivoiriens du FC San Pedro restent scotchés à leur troisième place, avec seulement trois unités au compteur.

Les 'Rouge et Noir' ont abordé le match avec beaucoup de détermination après avoir assommé leurs adversaires par deux buts,

dès l'entame de la partie, par Ché Malone (2') et Likonza (5'). Loin de se décourager, le FC San Pedro a réagi en réussissant à réduire le score avant de rétablir l'équilibre. En toute fin de match, alors que l'on s'acheminait vers un nul, Bouderbala surgit pour offrir la victoire à son équipe dans le temps additionnel.

Lors de la sixième et dernière journée de cette phase de poules, prévue le 15 février courant, l'USMA recevra l'Olympique Club Safi, alors que les Maliens du Djoliba AC se déplaceront chez le FC San Pedro.

M. Z.

Ligue 1 (18^e journée) L'ESM et l'ASO au bord du purgatoire, le MCO et l'ESS en crise



L'entraîneur de l'ESS, Milutin Sredojević, ne fait plus l'unanimité chez le public sétifien, après une nouvelle déception. Le MCEB, malgré son statut de lanterne rouge, a enchaîné un 4^e match sans défaite et refuse d'abdiquer. De son côté, le CSC confirme ses ambitions pour le podium, afin de renouer avec la compétition continentale. La JS Saoura a, de nouveau, frappé en allant s'imposer à l'extérieur, enfonçant un peu plus les chélifiens de l'ASO qui se trouvent désormais dans de sales draps. Pour le MCO, qui a atteint son 8^e match sans victoire, les mascarades se poursuivent, tandis que l'ESM a sérieusement compromis ses chances de maintien. Tels sont les faits marquants de ce round. Un round qui a été nettement favorable au CSC qui a signé une belle victoire, à Ouargla, où le MBR est pourtant difficile à manier. Pour leur part, les gars de Rouissat ont raté une bonne occasion de se hisser par-

mi le groupe de tête, ce n'est pas le cas des Constantinois qui grimpent à la deuxième place en attendant la mise à jour définitive. Les 'Sanafirs' ont dû attendre la dernière minute pour empocher les trois points, grâce à Merbah, alors que la partie s'acheminait vers un score de parité. Idem pour la JS Saoura qui a fait respecter la hiérarchie après avoir disposé de l'ASO, à Chlef même. Cette contre-performance risque de porter de graves préjudices aux Chélifiens qui n'arrivent pas à sortir désormais de la zone des potentiels relégables. Le derby de l'Ouest entre l'ESM et le MCO s'est achevé sur un score de parité, au cours d'un match dont la prestation a été jugée décevante et indigne de deux clubs de l'élite. Enfin, à Sétif, l'ESS a de nouveau trébuché. C'est la lanterne rouge, le MC El Bayadh, en net regain de forme, qui a contraint les Sétifiens au partage des points.

M. Zeggai

Fait insolite Dérapages des fans de l'USMA et le CRB à l'étranger

Les fans de l'USMA se sont tristement illustrés par un comportement regrettable et inadmissible en Côte d'Ivoire.

En colère après l'incident du stade '5 Juillet', les fans du Chabab ont exigé le départ de l'entraîneur. Ces incidents mettent en lumière un nouveau phénomène inquiétant qui ne peut nuire à l'image du football algérien, d'autant plus qu'il est produit à l'étranger. Un tel comportement demeure incompréhensible et injustifiable. Ces agissements sont en totale contradiction avec les valeurs, l'histoire et le prestige des clubs concernés qui ont toujours pu compter sur un public authentique, engagé et respectueux. Une question s'impose : que cherchent réellement ces individus par de telles sorties ? Certainement pas le bien du club, ni la réussite sportive. Une chose est sûre : ces dérives risquent de s'installer durablement et de laisser indélébile sur l'image d'football algérien. En revanche, assimiler ces dépassements à l'ensemble des supporters serait une injustice, tant la majorité du public de ces deux formations continue de soutenir leurs équipes avec passion et responsabilité. Le football, censé être un vecteur de passion et de rassemblement, se voit aujourd'hui éclaboussé par un retour inquiétant de comportements inacceptables et de la violence.

Un scénario similaire s'est produit du côté des fans du CRB, où certains

Fonction publique algérienne Dédramatiser le principe et assouplir la règle

Le cumul de fonctions dans la pratique administrative : un fait générateur d'insécurité juridique

Par Boudina Rachid*

L'absence de règles explicites favorise des arrangements différenciés, inégalement accessibles et difficilement contrôlables, ce qui fragilise à la fois le principe d'égalité devant le service public et la crédibilité des dispositifs de prévention des conflits d'intérêts. Elle prive également l'administration d'un outil rationnel de gestion des compétences, alors même que la prolongation d'activité de certains retraités, au-delà du plafond actuel, peut répondre à des besoins réels, ou même souhaitables.

INTÉGRER LA QUESTION DU CUMUL ACTIVITÉ ET LE CUMUL DE PENSION DANS UNE DOCTRINE GÉNÉRALE DU CUMUL

Il ne s'agit pas de consacrer un droit général au cumul, mais de définir des critères précis tenant à la nature des fonctions exercées, à leur caractère temporaire, à l'absence de lien hiérarchique direct avec l'activité antérieure et à la transparence des conditions de rémunération. Une telle clarification contribuerait à replacer ces pratiques dans un cadre juridiquement sécurisé, conforme aux exigences d'équité et de bonne gouvernance.

En ce sens, le traitement explicite du cumul entre activité et pension de retraite s'inscrit pleinement dans une démarche de rationalisation administrative. Il participe de la même logique que celle qui préside à l'encadrement du cumul d'activités des agents en exercice : rendre visibles des pratiques existantes afin de mieux les contrôler, les justifier et, le cas échéant, les limiter.

DU CHÂTIMENT DISCIPLINAIRE SILENCIEUX À LA RÉGULATION ASSUMÉE

Lorsque l'interdit est largement transgressé sans donner lieu à un contrôle effectif, il cesse d'être un outil de discipline pour devenir un facteur d'insécurité juridique. Le cas de l'Éducation nationale montre que la réponse répressive, même potentielle, ne permet ni d'endiguer le phénomène ni d'en corriger les effets pervers. Elle contribue, au contraire, à maintenir l'activité accessoire dans l'ombre, hors de toute exigence de qualité, de transparence ou de responsabilité.

Dans ce contexte, la question n'est plus de savoir s'il faut autoriser ou interdire le cumul, mais comment l'organiser. Une approche pragmatique consisterait à sortir de l'omerta juridique pour reconnaître l'existence du cumul, l'encadrer par des autorisations explicites et le soumettre à des conditions claires. Une telle évolution permettrait de distinguer ce qui relève d'une activité compatible avec le service public de ce qui constitue un conflit d'intérêts avéré ou une atteinte à l'intérêt général.

INTÉGRER LE CUMUL D'ACTIVITÉS À LA RATIONALITÉ ADMINISTRATIVE

Replacée dans un cadre plus large, la question du cumul d'activités dépasse largement le seul débat statutaire ou disciplinaire. Elle devient significative des difficultés structurelles de l'administration à penser ses propres processus, à objectiver ses pratiques et à articuler ses principes avec les transformations contemporaines du travail public. Une administration rationnelle ne se définit pas uniquement par la multiplication des règles, mais par sa capacité à identifier les situations à risque réel, à hiérarchiser ses priorités de contrôle et à concentrer ses moyens là où l'intérêt du service est effectivement en jeu. En ce sens, le maintien d'un régime de non-cumul formel,

contredit par des pratiques diffuses et tolérées, traduit moins une exigence éthique élevée qu'une difficulté à assumer pleinement la complexité des activités exercées par les agents publics.

La fonction publique algérienne est confrontée depuis longtemps à la question du cumul de fonctions. Si le principe du non-cumul demeure formellement la règle, l'observation des pratiques révèle un écart persistant entre la norme écrite et la réalité quotidienne des agents publics.

Cet écart, loin d'être marginal, s'est progressivement installé comme un mode de fonctionnement tacite, rarement endossé, mais largement toléré. L'objectif de cette analyse est de proposer une approche pragmatique susceptible d'encadrer ces pratiques, sans renoncer aux exigences fondamentales du service public ni à ses principes d'intégrité. En prenant appui sur des situations désormais bien identifiées, notamment dans le secteur de l'Éducation nationale, cette contribution invite à interroger le silence du droit et à repenser les conditions d'une régulation assumée du cumul de fonctions dans la fonction publique algérienne. Pour la petite histoire, nous utiliserons ici indistinctement le concept de fonction et celui d'activité comme s'ils étaient équivalents, sachant qu'en droit et en fait ils représentent deux réalités différentes : En effet, la notion de fonction renvoie à un poste, un statut ou une mission officielle confiée par une autorité publique ou privée. Elle est liée à une nomination, un cadre juridique précis qui a des droits et des obligations (chef de service, PAPC, enseignant chercheur); Par contre, la notion d'activité désigne l'ensemble des actes, tâches ou travaux réellement exercés qu'ils soient professionnels, occasionnels, rémunérés ou non. C'est le cas par exemple de donner des cours à titre accessoire, animer des formations ou tenir une consultation ponctuelle.

UNE DISSONANCE INSTALLÉE ENTRE LA NORME ET LE RÉEL

Principe affiché d'exclusivité, pratiques diffuses de cumul, tolérances administratives implicites et absence de doctrine explicite : la fonction publique algérienne vit depuis des années avec un décalage structurel entre la norme et le réel. À partir d'une analyse juridique et administrative du cumul d'activités, y compris lorsqu'il se combine avec la perception d'une pension de retraite, cet article plaide, à partir du droit existant et loin de toute libéralisation désordonnée, pour l'émergence d'une doctrine renouvelée fondée sur la transparence, la prévention des conflits d'intérêts et la rationalisation des processus administratifs.

LE NON-CUMUL EN DROIT ALGÉRIEN : UN PRINCIPE ASSORTI DE DÉROGATIONS ENCADRÉES

Avant toute proposition de réaménagement du régime du cumul d'activités, il convient de rappeler que le droit positif algérien ne consacre pas un principe absolu et intangible de non-cumul. La règle posée à l'article 43 de l'ordonnance n° 06-03 du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique, selon laquelle le fonctionnaire est tenu de consacrer l'intégralité de son activité professionnelle aux tâches qui lui sont confiées, connaissait déjà, en droit comme en pratique, de nombreux tempéraments. Ceux-ci sont parfois explicitement organisés par les textes, parfois admis par tolérance administrative ou par des pratiques sectorielles progressivement stabilisées. Sans remonter aux premiers textes de l'indépendance du pays, le

décret n° 84-296 du 13 octobre 1984, plusieurs fois modifié, constitue un texte fondateur en la matière.

Il a été complété par le décret n° 01-293 du 1er octobre 2001, modifié, qui a fixé les conditions dans lesquelles il peut être fait appel à des enseignants de l'enseignement supérieur et à des personnels chercheurs afin d'assurer, à titre accessoire, des tâches d'enseignement et de formation.

L'article 6 de ce décret prévoit même que les fonctionnaires et agents publics titulaires au moins d'un diplôme de graduation de cycle long peuvent exercer des activités d'enseignement et de formation à titre d'occupation accessoire dans les établissements d'enseignement et de formation supérieurs.

Ce rappel n'a pas pour objet de dresser un inventaire exhaustif des dérogations existantes, mais de mettre en lumière une réalité juridique souvent occultée dans le débat public : la fonction publique algérienne est déjà traversée par des régimes dérogatoires qui autorisent, sous des formes diverses, l'exercice d'activités parallèles ou accessoires, sans que cela soit perçu comme une remise en cause du principe de neutralité ou de l'intérêt du service. Il faut savoir déjà que certains corps ou catégories d'agents publics bénéficient de dérogations expressément prévues par leur statut particulier ou par des textes spécifiques, en raison de la nature même de leurs missions. C'est le cas, de manière particulièrement significative, des enseignants-chercheurs et des chercheurs permanents, pour lesquels l'activité intellectuelle, scientifique ou technique ne saurait être strictement contenue dans le seul temps administratif de service. La production scientifique, la participation à des projets de recherche, l'expertise ou la valorisation des résultats de la recherche s'inscrivent par nature dans des temporalités et des cadres qui excèdent le périmètre de l'emploi public stricto sensu. Cette réalité a été formellement reconnue par le décret exécutif n° 21-144 du 17 avril 2021, fixant les conditions d'exercice et de rétribution des activités de recherche scientifique et de développement technologique à temps partiel.

Ce texte consacre explicitement la possibilité, pour certains agents relevant de l'enseignement supérieur et de la recherche, d'exercer des activités de recherche et de développement en dehors de leur temps plein statutaire, tout en organisant les modalités de rémunération correspondantes. Il s'agit là d'une reconnaissance normative claire d'un cumul fonctionnel, encadré mais assumé, fondé sur l'idée que l'intérêt public peut être renforcé, et non affaibli, par une ouverture maîtrisée de l'activité scientifique vers des cadres contractuels ou partenariaux.

D'autres dérogations existent aussi dans des domaines où la compétence professionnelle de l'agent public constitue un prolongement naturel de ses fonctions. Les activités d'enseignement occasionnel, de formation, de participation à des jurys, de conférences ou de travaux d'expertise sont couramment admises, dès lors qu'elles ne compromettent ni la disponibilité de l'agent ni l'indépendance de l'administration à laquelle il appartient.

Ces pratiques, bien que parfois insuffisamment formalisées, traduisent une conception souple de l'exclusivité de service, fondée sur la reconnaissance de la valeur ajoutée que peut représenter l'expertise publique lorsqu'elle est mobilisée à titre accessoire.

La législation algérienne admet également, de manière plus implicite, certaines formes d'activités privées dépourvues de caractère conflictuel, telles que la gestion du patrimoine personnel, la détention de parts sociales sans implication dans la direction effective des entreprises concernées, ou encore l'exercice d'activités intellectuelles et créatives, sous réserve du respect des obligations de réserve, de loyauté et de confidentialité. Là encore, le droit

positif témoigne d'une approche pragmatique, qui distingue l'activité accessoire tolérable de la situation de conflit d'intérêts caractérisé.

Ce panorama met en évidence un point essentiel : le principe de non-cumul, tel qu'il est traditionnellement invoqué dans la fonction publique algérienne, fonctionne déjà comme un principe relatif, modulé par des exceptions sectorielles, des régimes spéciaux et des pratiques administratives stabilisées. La difficulté ne réside donc pas tant dans l'existence du cumul que dans son encadrement inégal, fragmenté et juridiquement fragile.

C'est à partir de ce constat, et non contre lui, que peut s'élaborer une doctrine renouvelée du cumul d'activités dans la fonction publique algérienne. Une telle doctrine ne viserait pas à introduire des innovations radicales, mais à systématiser, sécuriser et rendre lisibles des dérogations déjà admises, en les articulant autour de critères clairs de compatibilité avec l'intérêt du service, la prévention des conflits d'intérêts et le respect de l'éthique publique.

L'un des paradoxes les plus marquants du régime actuel du cumul de fonctions dans la fonction publique algérienne réside dans l'écart persistant entre la norme affichée et la pratique réelle. Alors même que le principe de non-cumul est régulièrement rappelé dans les discours administratifs, l'exercice d'activités parallèles par les agents publics constitue, dans de nombreux secteurs, une réalité largement répandue, parfois tolérée de manière informelle, mais rarement encadrée de façon explicite et homogène. Cette situation produit une forme d'insécurité juridique structurelle qui voit l'agent public exercer une activité accessoire, même dépourvue de tout caractère conflictuel, évoluer dans une zone grise normative, dépendant moins de règles clairement établies que de l'appréciation discrétionnaire de sa hiérarchie. C'est dire, que des pratiques similaires peuvent être sanctionnées dans un contexte et tolérées dans un autre, sans que cette différence de traitement repose sur des critères objectivement identifiables.

L'absence d'un cadre doctrinal explicite a également pour effet paradoxal de fragiliser la prévention des conflits d'intérêts. En maintenant le cumul dans un espace semi-informel, le système actuel favorise des arrangements implicites, rarement déclarés et difficilement contrôlables, alors même que l'objectif affiché du principe de non-cumul est précisément de protéger l'indépendance de l'administration et la probité de ses agents.

Ce décalage entre l'intention normative et les effets réels du dispositif conduit à une situation où le risque éthique n'est pas supprimé, mais déplacé vers des formes moins visibles et moins maîtrisables.

Dans ce contexte, la question centrale n'est donc pas celle de l'opportunité du cumul en tant que tel, mais celle de son encadrement juridique et institutionnel. Refuser de reconnaître explicitement l'existence de pratiques de cumul, lorsqu'elles sont objectivement compatibles avec l'intérêt du service, revient à priver l'administration des instruments nécessaires pour les réguler efficacement. À l'inverse, une reconnaissance encadrée permettrait de substituer à la tolérance informelle un régime de responsabilité déclarative, fondé sur la transparence et la traçabilité.

L'ÉDUCATION NATIONALE: RÉVÉLATEUR D'UN CUMUL DEVENU STRUCTUREL

Il est difficile d'aborder aujourd'hui la question du cumul d'activités dans la fonction publique algérienne sans évoquer, de manière frontale, la situation qui prévaut dans le secteur de l'Éducation nationale. Ce secteur, par son poids social, par le nombre d'agents qu'il mobilise et par la polarité de sa mission, constitue sans

doute le terrain où les limites du cadre juridique actuel apparaissent avec le plus de netteté.

Officiellement, l'enseignement privé est reconnu, encadré par une législation et un cahier des charges précis et soumis à un régime d'agrément.

En pratique, l'activité accessoire des enseignants dépasse très largement ce périmètre institutionnel.

Elle s'exerce dans des formes multiples, souvent informelles, parfois précaires, et fréquemment en dehors de tout cadre administratif identifiable. Il ne s'agit plus seulement de cours dispensés dans des établissements enseignants déclarés et ayant pignon sur rue, mais d'un enseignement parallèle organisé dans des locaux improvisés, garages réaménagés ou appartements transformés en salles de cours. Ce phénomène, loin d'être marginal, concerne l'ensemble des cycles d'enseignement et traverse même des catégories supposées exercer une surveillance statutaire sur le secteur.

Il est connu des familles, toléré par l'environnement administratif et rarement sanctionné. La règle de principe du non-cumul demeure inscrite dans les textes, mais elle est neutralisée dans les faits par une forme de consentement tacite. La norme existe, mais elle ne produit plus d'effet régulateur. Cette situation met en lumière une contradiction profonde : un droit officiellement restrictif cohabite avec des pratiques massives, durables et socialement acceptées. Il nous faut dire ici que l'enseignant qui cumule ses activités n'est ni un fraudeur isolé ni un acteur clandestin ; il est souvent un agent qui cherche à compenser l'insuffisance de ses revenus ou à valoriser des compétences que l'institution ne sait pas pleinement mobiliser.

LES ENJEUX LIÉS AUX PENSIONS ET AUX AUTRES CUMULS

Il serait difficile de proposer une doctrine cohérente du cumul d'activités dans la fonction publique algérienne sans aborder la question, largement occultée, du cumul entre activité et pension de retraite.

Ce sujet, rarement traité de manière explicite par les textes et presque absent du débat public, relève pourtant d'une pratique administrative et sociale bien réelle, qui concerne tant la fonction publique que l'ensemble du secteur public.

En l'état du droit, aucun dispositif normatif clair ne revendique ni n'organise de façon transparente la possibilité pour un retraité percevant une pension de continuer à exercer une activité rémunérée au sein d'une administration ou d'un établissement public.

Cette absence de cadre explicite n'a toutefois pas empêché l'émergence de pratiques nombreuses, parfois institutionnalisées de fait, parfois tolérées au nom de l'expertise ou de la rareté des compétences, mais rarement assumées comme telles.

Cette situation crée une dissociation préoccupante entre la norme formelle et la réalité administrative. D'un côté, le silence des textes entretient l'idée d'un interdit implicite ou, à tout le moins, d'une exception qui ne dirait pas son nom.

De l'autre, la pratique révèle une administration qui continue de mobiliser d'anciens agents, parfois sur les mêmes fonctions, parfois sous des formes contractuelles ou de vacation improbable, sans que les conditions de ce cumul soient clairement définies, ni du point de vue statutaire ni du point de vue éthique.

Là encore, le risque principal ne réside pas dans le cumul lui-même, mais dans son caractère informel.

*Inspecteur en chef de la fonction publique retraité
Suite en page 12

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MOSTAGANEM
DAIRA DE SIDI ALI
COMMUNE DE OULED MAALLAHCORRECTION D'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
DU MARCHECorrection D'avis D'attribution Provisoire annonce : (en Francien) le "quotidien d'oran"
le ' 26/01/2026 "الجزائر الجديد" le 26/01/2026 (en arabe)Conformément aux disposition de l'article 65 du décret presidential
N° : 15-247 du 02 Dhou El Hidja 1436 Correspondant au 16 Septembre 2015
portant réglementation des marchés publics et delegation de service public .Le président de L'APC de OULED MAALLAH informe l'ensemble des soumissionnaires
ayant participé a l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de Capacités Minimales
N°: 05/2025 : (en Francien) le quotidien d'oran le 27/12/2025 (en arabe) الجزائر الجديد
le 25/12/2025 qu'a l'issue de l'analyse des offers techniques et financières les projets
a été provisoirement à l'entreprise suivante :

N°	Désignation des projets	Entreprises	Montant	Notation Technique /100 Notes	Délais D'Exécution	OBS
01	Travaux Routiers de la Commune de Ouled Maallah : LOT-01 : Ouverture des accès aux douars (Ouled youssef - chaif- Azaizia) Sur 4,350 kms	ETPH AZZI Hadj a W- Mostaganem	12.195.120,00 DA	72.66 Points	75 Jours	Moins disant
02	Travaux Routiers de la Commune de Ouled Maallah : LOT -02 : Réalisation d'un ouvrage dalot au douar Ouled bensaid	EURL STE TRANS TPBH a W- Oran	4.088.304,50 DA	68 Points	60 Jours	Moins disant

Tous soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un
recours dans les dix (10) jours que suite la date de publication de l'avis d'attribution auprès
de l'autorité competente en vertu de l'article 82 du décret sus cite .

28 JAN. 2026

Ouled Maallah le : /
Président de L'APC

ANEP N° 2631002193 Le Quotidien d'Oran 10/02/2026

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Relizane
Daïra de Ramka
Commune de RamkaAVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES
MINIMALES N° :01/2026Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Ramka lance un avis d'appel d'Offre national ouvert avec
exigence de capacités minimales pour :

Aménagement urbain (Travaux voirie) a hay chahid bachir Mohamed (50 logements solidaires) commune de Ramka.

Les Entreprises intéressées pour réaliser ce projet peuvent retirer le cahier de charge sur le lien de

la page officielle de la commune Ramka :

(http://www.facebook.com/communeramka4827)

Capacités Minimales exigées

1- C1 Capacités techniques :
Doivent obligatoirement disposer d'un certificat de qualification et de classification professionnelle dans
le domaine activité Travaux public activité principale catégorie quatre (04) et plus en cours de validité

2- C2 Capacités financiers :

Avoir une moyenne du chiffre d'affaire supérieur ou égale 15.000.000,00 DA

3- C3 Capacités professionnelles :

- 02 attestations de bonne exécution de même nature (aménagement urbain - quantité de BB ≥ 700 tonnes
Pour chaque projet)

Les soumissionnaires devront présenter leurs offres en deux étapes à savoir :

Dossier candidature

* Registre de commerce Travaux public.

* Les bilans financiers de trois dernières années (2022-2023-2024) dûment certifié par le commissaire aux comptes
et visé par les services des impôts compétents .

* Certificat de qualification et de classification professionnelle principale en Travaux public Catégorie (04) ou plus

* Référence de L'Entreprise (Attestations des Maîtres d'ouvrages).

* Liste des Moyens matériels en sa possession et à mettre à la disposition du chantier à justifier par des Cartes
Grises, Facture+police d'assurance.

* Liste des Moyens humains en sa possession à mettre à la disposition du chantier à justifier avec diplôme.

* Casier judiciaire de l'entrepreneur ou du Gérant le cas d'une personne morale en cours de validité.

* Pièces Fiscales et Parafiscales (Extrait de rôle, CNASAT, CASNOS, CACOBATH) en cours de validité.

* Carte d'immatriculation Fiscale

* Statut de l'entreprise s'il s'agit d'une personne morale.

* Photocopie légalisée de l'attestation justifiant le dépôt légal des comptes sociaux pour les personnes
morales (SPA, SARL, EURL, Société en commodités).

* Déclaration de probité dûment remplie signée et datée.

* Délai et planning de réalisation.

Offre technique :

* Déclaration à souscrire dûment remplie signée et datée.

* Cahier des charges comprenant l'offre de l'entreprise dûment renseigné, paraphé, signée et datée.

Offre financier :

-Lettre de Soumission - Bordereau des prix unitaire -Devis quantitatif et estimatif

Les offres accompagnées des documents cités ci dessus doivent être déposées à l'adresse ci-dessous sous double
plis anonyme séparés; l'enveloppe extérieure devra comporter la mention suivante : Soumission à ne pas ouvrir

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES »

Projet :

Aménagement urbain (Travaux voirie) a hay chahid bachir Mohamed (50 logements solidaires) commune de Ramka.

A Monsieur le Président de L'APC Ramka.

La date limite de dépôt des offres est fixée.(15) jours à compter de la date de parution dans la presse du
présent avis.Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours à compter de la date limite
de Dépôt des offre.

Ramka le :

Le Président de l'A.P.C

ANEP N° 2631002195 Le Quotidien d'Oran 10/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des Travaux Publics, et des Infrastructures de Base
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS WILAYA DE SAIDA
Numéro d'identification fiscale (NIF) : 408015000020074

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 03 / 2026

La Direction des travaux publics de la wilaya de SAIDA lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales :

Fourniture et mise en œuvre de 489 Kms de signalisation horizontale sur RN :

LOT 01/ Fourniture et mise en œuvre de 283 Kms de signalisation horizontale sur :

* RN 06 DU PK 78 AU PK 163+000

* RN 92 DU PK 35+500 AU PK 90+800

* RN104 DU PK 0+000 AU PK 38+400

* RN94 DU PK 51+000 AU PK 68+000

* RN 58 du pk 11+420 au pk 98+720.

LOT 02/ Fourniture et mise en œuvre de 206 Kms de signalisation horizontale sur :

* RN 92 DU PK 90+800 AU PK 175+800

* RN94 DU PK 68+000 AU PK 135 +300.

* RN 93 DU PK 37+300 AU PK 60+000

* Evtl RN06 DU PK 108+000 AU PK 126 +000

* RN 90 DU PK 333+000 AU 346+000.

Lot03 : FOURNITURE ET POSE DE 8,00 KM LA GLISSIERE DE SECURITE METALLIQUE SUR :

* RN94 du pk 80+000 au pk 85+000 sur diverses sections

* RN58 du pk 13+000 au pk 32+000 sur diverses sections

* RN58 du pk 45+000 au pk 52+000 sur diverses sections

Lot04 : Fourniture et pose Deux (02) unités de portique sur :

RN 06 au PK 78+000(double portique) ; RN 06 au PK 80+500.

Fourniture et pose Deux (02) unités de portique sur :

RN 06 au PK 83+500.

Lot01 et lot 02 : signalisation horizontale (peinture).

La qualification catégorie Cinq(05) ou plus activité principale Travaux publics dans la catégorie « signalisation routière » code 347-4255.

- ayant réalisé durant les dix dernières années au minimum un projet d'une consistance de signalisation horizontale ≥ 150 Kms.

- sous détail des prix suivant annexe 01 et annexe 02 (page 89 et 90) accompagné des factures proforma (copie originale) récentes moins d'un 01 mois des produits utilisés (peinture
ou microbilles).

Capacité financières : Justifiant d'un chiffre d'affaire moyen durant les exercices 2022-2023-2024 minimum de : 1.600.000,00DA

pour lot 03 :

- La qualification catégorie Quatre (04) ou plus activité principale Travaux publics « signalisation routière » code 347-4255.

- ayant réalisé durant les dix dernières années au minimum un projet ou d'une consistance de glissière de sécurité métallique ≥ 04 Kms.

Pour lot 04 :

- La qualification catégorie Quatre (04) ou plus activité principale Travaux publics « signalisation routière » code 347-4255.

- ayant réalisé durant les dix dernières années au minimum un projet de fourniture et pose deux (02) portiques ou portiques.

1. Le dossier de candidature : qui comporte ce qui suit :

- La déclaration de candidature dûment renseigné et visé par le soumissionnaire.

- La déclaration de probité dûment renseigné et visé par le soumissionnaire.

- Les statuts pour les sociétés.

- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.

- Tout document permettant d'évaluer les capacités du soumissionnaire :

A/ Capacités professionnelles : A savoir Certificat de qualification catégorie cinq (05) ou plus activité principale Travaux publics dans la catégorie « signalisation routière » code
347-4255 pour lot 01 et lot 02.- Le certificat de qualification doit être valide, l'entreprise est tenue de prendre l'ensemble des dispositions pour que la durée de validité du certificat de classification et de
qualification couvre le délai de réalisation proposé et de procéder à son renouvellement 06 mois avant son expiration conformément au décret exécutif N°14-139 en date du 20
avril 2014.A-1- A/ Capacités professionnelles : A savoir Certificat de qualification catégorie Quatre (04) ou plus activité principale Travaux publics dans la catégorie « signalisation
routière » code 347-4255 pour lot 03 et lot 04.- Le certificat de qualification doit être valide, l'entreprise est tenue de prendre l'ensemble des dispositions pour que la durée de validité du certificat de classification et de
qualification couvre le délai de réalisation proposé et de procéder à son renouvellement 06 mois avant son expiration conformément au décret exécutif N°14-139 en date du 20
avril 2014.

B/ Capacités financières : Moyens financiers Justifiés par les bilans positifs validés par les services fiscaux les trois derniers exercices 2022, 2023, 2024.

C/ Capacités techniques : Moyens humains (attestation d'affiliation CNAS à l'appui pour les cadres - CV de ces cadres seront présentés suivant le modèle présent dans le
même état II en annexe) et matériels (copie des cartes grises au nom du soumissionnaire pour les matériels roulant + police d'assurance + contrôle technique et factures d'achats
pour les autres matériels) et références professionnelles (attestations de bonne exécution délivrées par les maîtres d'ouvrages à l'appui)Remarque : Conformément aux articles 47 de la loi n° 23-12 du 5 Aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et des délégations de service public, le dossier d'appel d'offres, mis à la disposition des soumissionnaires, contient les renseignements
et les documents nécessaires leur permettant de présenter des offres acceptables, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à
compter de la date de sa saisine à savoir :Copie des mises à jours CNAS, CASNOS + Copie Extrait de Rôle apuré ou comportant échéancier de paiement (portant la mention non
inscrit au fichier national des fraudeurs) + Copie Registre de Commerce comportant le code électronique, sous peine de rejet l'offre +
dépôt des comptes sociaux 2024 pour les personnes morales + copie du Numéro d'Identification Fiscale, Numéro d'Identification
statistique.

En tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

2. Offre Technique : qui comporte ce qui suit :

- La déclaration à souscrire dûment renseigné et visé par le soumissionnaire.

- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif.

- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

- Planning de Réalisation.

3. Offre Financière : qui comporte ce qui suit :

- Lettre de soumission dûment renseigné et visé par le soumissionnaire.

- Bordereau des prix unitaires paraphé et signé.

- Devis quantitatif et estimatif paraphé et signé.

Doivent être présentés conformément au cahier des charges et parvenir au :

- SERVICE DE LA DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

- SERVICE DE L'ADMINISTRATION ET DES MOYENS -

CITE DES FRERES SEDDIK- SAIDA -

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la
référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière ». Ces enveloppes sont mises dans une
autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres n° 03 /
2026 ». L'objet de l'appel d'offres est :- La durée de préparation des offres est de quinze (15) jours à compter de la date de la première parution de l'appel d'offres dans les quotidiens nationaux et dans les
journaux électroniques et le BONOR.- Le dépôt des offres s'effectuera le dernier jour du délai accordé pour la préparation des offres de (09) neuf heures jusqu'à 12heures (Midi) ; si ce jour coïncide avec un
jour férié ou un jour de repos légal, le jour de dépôt des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

- L'ouverture des plis s'effectuera le dernier jour du dépôt des offres à (14) quatorze heures en séance publique au siège de la direction des travaux publics de la wilaya de Saïda.

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 105 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

ANEP N° 2631002189 Le Quotidien d'Oran 10/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des Travaux Publics, et des Infrastructures de Base
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS WILAYA DE SAIDA
Numéro d'identification fiscale (NIF) : 408015000020074

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 05 / 2026

La Direction des travaux publics de la wilaya de SAIDA lance le présent avis un appel d'offres national :

INTITULE D'OPERATION :

- ENTRETIEN DES ROUTES NATIONALES -EXERCICE 2026 -

* Lot 01 : Etude d'expertise de la RN 94 du PK 74+856 au PK 96+480 sur 21.624 Km

* Lot 02 : Etude stabilité d'un Talus sur RN 92 du PK 83+000 au PK 84+000

* Capacités Professionnelles : Ne peuvent participer au présent avis d'appel d'offre les personnes physiques ou morales que ce soit les Bureaux
d'Etudes et/ou laboratoire agréés autorisés à exercer par le Ministère des Travaux Publics en cours de validitéN.B Dans le cas où le bureau d'études ou le laboratoire est un établissement public, le soumissionnaire doit fournir la décision ou le décret publié au
Journal officiel.

Dans le cas où le bureau d'études ou le laboratoire est de nature privée, le soumissionnaire doit fournir un certificat d'agrément en cours de validité.

Capacités Techniques : Le bureau d'études et/ou laboratoire devra avoir le personnel minimum suivant : ING en TP ou ING en GC (V.O.A).

Pour Lot 01 : Avoir élaboré au cours des Dix dernières années au moins un (01) étude similaire Justifiée par une attestation de bonne exécution
authenticifiée par le maître de l'ouvrage (Routes Nationales ≥ Dix (10) km).

Le bureau d'études et/ou laboratoire doit avoir la possession d'une machine de déflexion justifiée par les factures d'achat en son nom.

Pour Lot 02 : Avoir élaboré au cours des Dix dernières années au moins un (01) étude similaire Justifiée par une attestation de bonne exécution
authenticifiée par le maître de l'ouvrage

1. Le dossier de candidature : qui comporte ce qui suit :

- La déclaration de candidature dûment renseigné et visé par le soumissionnaire.

- La déclaration de probité dûment renseigné et visé par le soumissionnaire.

- Les statuts pour les sociétés.

- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.

- Tout document permettant d'évaluer les capacités du soumissionnaire :

* Capacités Professionnelles : Ne peuvent participer au présent avis d'appel d'offre les personnes physiques ou morales
que ce soit les Bureaux d'Etudes et/ou laboratoire agréés autorisés à exercer par le Ministère des Travaux Publics en cours de
validité .- N.B : Dans le cas où le bureau d'études ou le laboratoire est un établissement public, le soumissionnaire doit
fournir la décision ou le décret publié au Journal officiel.- Dans le cas où le bureau d'études ou le laboratoire est de nature privée, le soumissionnaire doit fournir un
certificat d'agrément en cours de validité.

* Capacités Techniques :

Pour Lot 01 : Avoir élaboré au cours des Dix dernières années au moins un (01) étude similaire Justifiée par une attestation de
bonne exécution authenticifiée par le maître de l'ouvrage (Routes Nationales ≥ Dix (10) km).Pour Lot 02 : Avoir élaboré au cours des Dix dernières années au moins un (01) étude similaire Justifiée par une attestation de
bonne exécution authenticifiée par le maître de l'ouvrage.B/ Capacités techniques : Moyens humains (attestation d'affiliation CNAS à l'appui pour les cadres + CV de ces cadres seront présentés
suivant le modèle présenté dans le même état II en annexe) et matériels (copie des cartes grises au nom du soumissionnaire pour les
matériels roulant + police d'assurance + contrôle technique et factures d'achats pour les autres matériels) et références professionnelles
(attestations de bonnes exécution visé par des maîtres d'ouvrages à l'appui, avec l'indication des dates de réception provisoire .Remarque : Conformément aux articles 47 de la loi n° 23-12 du 5 Aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés
publics et des délégations de service public, le dossier d'appel d'offres, mis à la disposition des soumissionnaires, contient les renseignements
et les documents nécessaires leur permettant de présenter des offres acceptables, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à
compter de la date de sa saisine à savoir :Copie des mises à jours CNAS, CASNOS + Copie Extrait de Rôle apuré ou comportant échéancier de paiement (portant la mention non
inscrit au fichier national des fraudeurs) + Copie Registre de Commerce comportant le code électronique, sous peine de rejet l'offre +
dépôt des comptes sociaux 2024 pour les personnes morales + copie du Numéro d'Identification Fiscale, Numéro d'Identification
statistique.

En tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

2. Offre Technique : qui comporte ce qui suit :

- La déclaration à souscrire dûment renseigné et visé par le soumissionnaire.

- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif.

- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

- Planning de Réalisation.

3. Offre Financière : qui comporte ce qui suit :

- Lettre de soumission dûment renseigné et visé par le soumissionnaire.

- Bordereau des prix unitaires paraphé et signé.

- Devis quantitatif et estimatif paraphé et signé.

Doivent être présentés conformément au cahier des charges et parvenir au :

- SERVICE DE LA DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

- SERVICE DE L'ADMINISTRATION ET DES MOYENS -

CITE DES FRERES SEDDIK- SAIDA -

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la
référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière ». Ces enveloppes sont mises dans une
autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres n° 05 /
2026 ». L'objet de l'appel d'offres est :- La durée de préparation des offres est de quinze (15) jours à compter de la date de la première parution de l'appel d'offres dans les quotidiens nationaux et dans les
journaux électroniques et le BONOR.- Le dépôt des offres s'effectuera le dernier jour du délai accordé pour la préparation des offres de (09) neuf heures jusqu'à 12heures (Midi) ; si ce jour coïncide avec un
jour férié ou un jour de repos légal, le jour de dépôt des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.- L'ouverture des plis s'effectuera le dernier jour du dépôt des offres à (14) Quatorze heures en séance publique au siège de la direction des travaux publics de la wilaya
de Saïda.

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 105 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

ANEP N° 2631002186 Le Quotidien d'Oran 10/02/2026

2

09.10 Jeux Olympiques d'hiver : Matinée
13.00 Journal 13h00
13.25 Jeux Olympiques d'hiver . Biathlon
15.10 Jeux Olympiques d'hiver : Après-midi
20.00 Journal Météo climat
20.52 Image du jour sports
20.57 Les révélations des Victoires de la musique
21.00 Mot de passe : le duel

21.10 Jeux Olympiques d'hiver : Patinage artistique



Les programmes libres couples, dames et messieurs clôturent cette épreuve par équipes. Les Etats-Unis, le Canada, l'Italie, la Géorgie et le Japon se disputent le titre olympique. Les Américains seront emmenés par Ilia Malinin et Amber Glenn. Quant au Japon, il comptera sur Shun Sato et Kaori Sakamoto pour rivaliser avec les Américains.
22.45 JO Club

3

09.00 Les Dalton
10.00 Légendes des Tortues Ninja
10.37 Les Jeux de La Fontaine
10.50 La cuisine des mousquetaires
11.20 Flavie en France
12.05 Outremer..
12.26 ICI 12/13
12.55 Jeux Olympiques d'hiver
15.25 OPJ
17.25 Duels en familles
18.00 Slam
19.15 ICI 19/20

21.10 Un si grand soleil



Encouragé par Hugo, Pablo tente de renouer avec sa mère, Caroline, mais il voit d'un mauvais œil l'influence de Martin, son beau-père, sur sa mère. Martin compte bien perturber la vie de la famille. Marie-Sophie et Sohan s'inquiètent des répercussions judiciaires pour Charlotte, qui risque cinq ans pour dénonciation calomnieuse. Cette dernière est hantée par son viol. Manu interpelle Sacha : il espère qu'il ira en prison. Yann reste perturbé par sa relation avec Lucie, tandis que Johanna se confie à Sabine sur son couple.

4

10.53 Les as de la jungle à la rescousse
11.27 Shaun le mouton
11.55 Les Jeux de La Fontaine
12.46 Potobot
13.20 C'est toujours pas sorcier
13.55 Scooby-Doo! Aventures en Transylvanie
14.59 Héros à moitié
15.55 Les Jeux de La Fontaine
16.05 Molusco
17.46 Les aventures de Pil
18.02 Okoo-koo
19.38 Les maternelles XXL

21.00 Vivaldi en 4 saisons



A l'occasion du 300e anniversaire de la publication des "Quatre Saisons" d'Antonio Vivaldi, ce film musical propose un double voyage : à la fois une interprétation intégrale de ces quatre concertos emblématiques, et un récit de leur genèse à travers la vie du compositeur. L'intégralité des concertos est interprétée par l'ensemble Europa Galante, dirigé par Fabio Biondi, dans le cadre prestigieux de la Scuola Grande di Santa Maria della Misericordia à Venise.
22.35 La Reine des neiges - Ballet de l'Opéra national d'Ukraine au Théâtre des

5

11.00 Gaspillage alimentaire, n'en jetez plus !
12.00 Royaumes de glace
13.00 A la découverte du monde
13.35 Le Mag de la santé
14.40 Les 100 lieux qu'il faut voir
15.10 Le monde de Jamy
16.05 Vivre loin du monde
16.55 C pas si loin
17.25 C dans l'air
20.05 C à vous la
21.05 Péril en la demeure, les héros du patrimoine
21.55 Le lin, ce trésor français

arte

TMC

09.05 Invitation au voyage
09.55 Nouvelle-Zélande . embarquement pour un voyage inédit
11.25 Un billet de train pour...
13.00 Ces médecins étrangers devenus indispensables
16.35 Un écran de nature à Bombay
17.25 Invitation au voyage
18.50 Voyage en cuisine
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
21.00 Chine, la fabrique d'une nation
23.00 Les travailleurs chinois : les oubliés de 14-18

09.50 Madame est servie
13.55 Rizzoli & Isles : autopsie d'un meurtre
18.25 L'avant Quotidien
19.15 Quotidien, première partie
20.45 Quotidien
21.25 90' Enquêtes



CINE + FRISSON 20.50

300

Acteur: Gerard Butler, Lena Headey, Rodrigo Santoro, David Wenham...

480 avant Jésus-Christ. Alors que l'Empire perse, mené par le tout-puissant Xerxès Ier, déferle sur la Grèce avec une armée si vaste qu'elle obscurcit le soleil, une poignée d'hommes se prépare à défier l'impossible. Sparte, cité guerrière forgée par une discipline de fer, se retrouve au cœur d'un dilemme : se soumettre ou résister, quitte à affronter l'anéantissement. Face à la menace, le roi Léonidas (Gerard Butler), souverain aussi charismatique qu'intransigeant, se heurte au Conseil des Anciens, qui refuse de déclarer la guerre au nom de superstitions et de calculs politiques.



CINE + FAMIZ 20.50

LA FILLE DE D'ARTAGNAN

Acteur: Sophie Marceau, Philippe Noiret, Claude Rich, Sami Frey...

Élevée dans les murs d'un couvent, Eloïse d'Artagnan, la fille de l'illustre mousquetaire, rêve d'aventures au-delà de sa vie cloîtrée. Lorsque le duc de Crassac, un trafiquant sans scrupules mêlé au commerce d'esclaves et de café, ordonne une expédition punitive contre l'établissement, tragédie s'ensuit et la mère supérieure perd la vie dans les affrontements. Dans la confusion qui règne, Eloïse prend la fuite vers Paris, emportant avec elle une mystérieuse liste de blanchisseries, qui, selon elle, cache des informations cruciales sur un complot dangereux.



CINE + PREMIER 20.50

FUNNY WOMAN

Saison 2 - Episode 1

Acteur: Gemma Arterton, Arsher Ali, Alistair Petrie, Matthew Beard, Leo Bill
Dans un monde où le rire est souvent la meilleure des thérapies, Sophie (Gemma Arterton), une jeune femme pleine d'ambition, se débat avec les défis croissants de sa vie personnelle et professionnelle. Alors qu'elle tente de percer dans le milieu exigeant de la comédie, ses aspirations sont entravées par des obstacles inattendus, allant des relations tumultueuses aux pressions sociales. En quête de soutien, elle se confie à Lynda Jay (Alexa Davies), une chroniqueuse people à la langue bien pendue, qui devient à la fois sa confidente et son miroir.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Les animaux fantastiques



10.00 Bonjour ! Avec vous
10.55 Les Feux de l'amour
11.50 Les douze coups de midi
13.00 JT 13h
14.00 Plus belle la vie, encore plus belle
14.25 Gourou minceur: le scandale Gwen Shamblin
16.00 Une rose pour sa tombe : l'histoire vraie de Cynthia Baumgartner
17.30 Familles nombreuses : la vie en XXL
18.30 Ici tout commence
19.10 Demain nous appartient
20.00 JT 20h

Plongeant dans l'effervescence des années 1920, Les animaux fantastiques transporte le spectateur au cœur de New York, une métropole où la magie et le monde des Non-Majs – ces humains ignorants tout de l'existence des sorciers – coexistent dans une tension palpable. Entre les gratte-ciel en pleine expansion et les ruelles secrètes où se cachent les établissements magiques, une menace grandissante pèse sur l'équilibre précaire des deux univers. Une secte fanatique, les Fidèles de Salem, menée par la mystérieuse Mary Lou Barebone (Samantha Morton),...
23.25 Esprits criminels

6

21.10 Scènes de ménages



09.45 Ça peut vous arriver
11.30 Ça peut vous arriver chez vous
12.45 Le 12.45
13.35 Scènes de ménages
13.40 Un jour, un doc
17.30 La roue de la fortune
18.35 La meilleure boulangerie de France
19.40 Météo
19.45 Le 19.45
20.40 Scènes de ménages

Au Congrès des maires de France, Liliane a rencontré Muriel, la mairesse du village d'Alice et Sofiane, qui l'invite à venir chez elle. En leur absence, ils louent la maison à Emma, Fabien et leurs amis motards, en route vers Munich. Raymond et deux amis s'offrent une petite escapade en bord de mer. Philippe et Camille s'apprentent à passer un petit week-end en amoureux dans un loft leur promettant luxe, calme et volupté. Malheureusement pour eux, Raymond a un peu enjolivé l'annonce.

CANAL+

21.09 Avignon



11.50 La boîte à questions
11.54 En aparté
12.26 Clique



14.46 Agence Tourisme
18.54 La boîte à questions
18.59 En aparté
19.35 Clique
20.33 En aparté

Dans l'effervescence estivale du Festival d'Avignon, où se croisent les rêves de gloire et les désillusions du théâtre, Stéphane (Baptiste Lecaplain), comédien au talent modeste et à la carrière en dents de scie, débarque avec une pièce de boulevard qu'il espère enfin faire remarquer. Entre les coulisses surchauffées, les répétitions chaotiques et les critiques acerbes, son existence d'artiste en marge de la célébrité semble condamnée à rester dans l'ombre...
22.52 Super plan
23.34 Ferrari, Tsamere, Lecaplain :...

PLANETE +

TFX

W9

09.21 Sarajevo . Guerre et musique
11.12 Triomphe . Jesse Owens et les jeux de Berlin
12.43 Quand Homo sapiens peupla la planète
14.34 Batailles de légende
16.12 Le ventre de Paris
17.46 Ramsès le Grand
19.24 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 Omerta
22.55 The Nazi Cartel
23.49 Adolf Eichmann : les aveux du diable

11.35 Drop Dead Diva
16.15 Quatre mariages pour une lune de miel
20.00 Tricheurs
21.10 Cleaners les experts du ménage



09.00 Kaamelott
11.10 NCIS



17.40 Les apprentis champions au ski
18.45 Tout beau, tout n9uf
22.10 L'île de la tentation



10 PREFERS

Espagne : grève des conducteurs de train



Les conducteurs de train espagnols ont entamé lundi trois jours de grève pour protester contre la dégradation des infrastructures et le manque de financement, auxquels ils attribuent les deux accidents ferroviaires qui ont fait 47 morts en janvier. Comme c'est l'usage en Espagne, les autorités ont imposé aux travailleurs l'obligation d'assurer jusqu'à 75% des trains de banlieue aux heures de pointe et 50% le reste de la journée. Malgré cela, la gare madrilène d'Atocha a connu des moments difficiles, surtout entre 07H00 et 08H00, heure cruciale d'échanges entre la capitale espagnole et sa banlieue. Quais bondés et distribution de tracts du syndicat CCOO appelant à la «compréhension et au soutien» ont accueilli les voyageurs qui oscillaient entre solidarité et agacement. «Les accidents récents ne sont pas des faits isolés : ils sont la conséquence de décisions qui privilégient les coupes et la fragmentation du service au détriment d'un chemin de fer public, sûr et bien géré», expliquait le tract du syndicat CCOO.

Face à l'extrême droite, le Portugal choisit un président modéré



Le socialiste modéré de 63 ans Antonio José Seguro a remporté dimanche le second tour de l'élection présidentielle au Portugal, en devançant largement son adversaire d'extrême droite André Ventura, qui conforte tout de même ses ambitions grandissantes.

Selon des résultats portant sur 99,2% des circonscriptions, M. Seguro a obtenu 66,8% des suffrages, contre 33,2% pour M. Ventura, député de 43 ans et président de la formation Chega («Assez»).

L'ancien secrétaire général du Parti socialiste (2011-2014) succédera ainsi le 9 mars prochain au conservateur Marcelo Rebelo de Sousa, en poste depuis dix ans.

«Les vainqueurs ce soir ce sont les Portugais et la démocratie», a réagi le futur chef de l'Etat, en affichant la volonté d'être «le président de tous les Portugais». Alors qu'André Ventura promettait une «rupture» avec les formations qui dirigent le Portugal depuis 50 ans, Antonio José Seguro avait mis en garde contre «le cauchemar» dans lequel le pays risquerait de se trouver si son adversaire l'emportait.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Naufrage au large de la Libye : 53 migrants morts ou portés disparus



Cinquante-trois personnes sont mortes ou portées disparues après le naufrage d'une embarcation transportant 55 migrants au large des côtes libyennes, a indiqué l'Organisation internationale pour les migrations

(OIM), précisant que deux Nigériennes avaient pu être secourues.

«L'embarcation a chaviré au nord de Zuwara, en Libye, le 6 février. Seules deux femmes nigériennes ont été secourues lors d'une opération de re-

cherche et de sauvetage menée par les autorités libyennes. L'une des survivantes a déclaré avoir perdu son mari, tandis que l'autre a dit avoir perdu ses deux bébés dans la tragédie», a indiqué l'OIM dans un communiqué.

Nigeria : au moins 30 morts dans un accident de la route



Un accident de la route a fait au moins 30 morts dimanche dans l'Etat de Kano, dans le nord du Nigeria, ont annoncé les autorités locales.

«Cet accident mortel a impliqué un semi-remorque (...) qui aurait percuté un véhicule

en raison d'une conduite imprudente, causant la mort de plus de 30 personnes et blessant gravement de nombreuses autres», explique dans un communiqué un porte-parole du gouvernement de Kano.

L'accident s'est produit dimanche matin sur la route de Gujunga, une ville de l'Etat voisin de Jigawa.

En 2023, le Corps fédéral de la Sécurité routière (FRSC) a recensé 9.570 accidents sur les routes du pays, causant 5.421 morts.

L'armée sahraouie cible des bases des forces d'occupation marocaines

Des unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont ciblé des bases et des retranchements des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Haouza, leur infligeant «de lourdes pertes humaines et matérielles», indique dimanche un communiqué militaire du ministère sahraoui de la Défense.

Des unités avancées de l'armée sahraouie ont ciblé, samedi, par des bombardements intenses, les bases de l'armée marocaine au nord de la région d'Ahrichet Dirt, dans le secteur de Haouza, selon le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS). Les attaques de l'armée sahraouie «se poursuivent contre les positions des forces de l'armée marocaines, leur infligeant de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte (mur de sable)», ajoute le communiqué.

Liban : 13 morts dans l'effondrement d'un immeuble à Tripoli



Au moins 13 personnes sont mortes dans l'effondrement dimanche d'un immeuble à Tripoli (nord du Liban), selon un bilan rendu public lundi alors que les recherches se poursuivent dans les décombres. Un précédent bilan communiqué dimanche par la Défense civile avait fait état de neuf morts. La vieille bâtisse se trouvait dans le quartier de Bab al-Tabbaneh, où les forces de sécurité ont évacué les immeubles voisins par précaution, a indiqué l'Agence nationale d'information (ANI). Le bâtiment comprenait deux blocs, chacun constitué de six appartements, et quelque 22 personnes se trouvaient à l'intérieur au moment de l'effondrement, a ajouté la même source.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

RAMADHAN, CONSOMMATION ET GASPILLAGE

Crise et inflation auxquelles aucun pays n'a échappé, et sens de la mesure et de la circonspection aidant, la frénésie de la consommation en Algérie s'est ralentie cette dernière décennie. Elle a perdu son outrance pour que la parcimonie dans les achats prenne le dessus. On n'en est pas encore à la sacralisation du sens donné au budget financier, mais les ménages se tiennent toutefois à garder un œil vigilant sur le portemonnaie.

L'outrance dans la consommation et du gaspillage alimentaire était visible chaque mois de Ramadhan. Une démesure dans le comportement s'apparentant à une espèce de revanche prise sur une privation. Une entorse flagrante à la religiosité d'un mois sacré censé être

voué à la repentance et à la sagesse.

Une nouvelle culture de consommation s'est installée pour graver des limites concordant les dépenses ménagères avec les seules dépenses nécessaires.

Il est vrai que tous les Algériens ne sont pas logés à la même enseigne, mais la majorité se plie maintenant à la retenue et à l'obligatoire réserve dépensière. La flopée permanente des promotions et des soldes marchands est le témoin patent d'une profonde révolution commerciale. Les cordonniers sont de retour et les retouches des tailleurs sont en verve.

Adapter les moyens avec les besoins premiers est une nouvelle règle sociale.

Ailleurs, les foudres de la crise économique mondiale ont poussé des populations entières à se nourrir des poubelles.

Ainsi, il n'est peut-être pas si nécessaire d'engager des campagnes de sensibilisation pour appeler la population à éviter le gaspillage. Une grande masse de la population s'applique aujourd'hui la leçon de la bonne mesure et de la retenue. L'aisé réduit resté, renforçant chaque Ramadhan sa foi comme de coutume, saura pallier les besoins des nécessiteux et les insuffisances. Il sera l'appoint providentiel de l'apport très conséquent de l'Etat de près de deux milliards de dinars accordés à ceux qui sont sans ressources.